MALI

PEU DE BONI EN VUE

FEMMES DU MALI : DISONS "NON !" A LA GUERRE PAR PROCURATION
MALI - IN AMENAS ET LES RELATIONS ALGERO-FRANÇAISES: SADEK HADJERES
MALI : PEU DE BONI EN VUE : PAUL DELMOTTE
RENDRE L'AVENIR DU MALI AUX MALIENS : BERANGERE ROUPPERT

DOSSIER DES « SENTIERS DE LA PAIX »
LA REVUE D'INFORMATION D' AGIR POUR LA PAIX

AGIR pour la Paix / MIR-IRG / Action pour la paix
35, rue Van Elewyck
1050 Bruxelles
Tél : 02/648 52 20
Fax : 02/648 69 88
Courriel : diy@mir-irg.org
www.actionpourlapaix.be

ADJUDANT-CHEF LACAMARDE ? QUE FAITES-VOUS AU MALI ?

C'est sous ce titre que nous vous annoncions dans « Les sentiers de la paix », numéro 61, un article de Paul Delmotte, professeur de politique internationale à l'IHECS***. « Mali : Peu de boni en vue, »*** est l'article principal de ce dossier sur le Mali. Cet article est complété par trois autres.

Le premier, sous l'inspiration d'Aminata Traoré, ***Disons "NON !" à la guerre par procuration,*** est l'appel des femmes maliennes de novembre 2012 refusant la guerre annoncée. Clairement, elles dénoncent l'instrumentalisation des violences faites aux femmes pour justifier l'ingérence et les guerres de convoitise des richesses de leur pays.

Aminata Traoré, sociologue, femme politique et écrivaine malienne, a été ministre de la culture dans son pays. Militante altermondialiste, elle s'est engagée dans le combat contre le libéralisme, qu'elle considère comme responsable du maintien de la pauvreté au Mali et en Afrique en général. La France a ajouté le nom d'Aminata Dramane Traoré à sa liste de *personae non gratae* en 2012, ce qui limite ses déplacements en Europe.

Le second est un article du militant algérien Sadek Hadjerès : ***« Mali - In Amenas et les relations algéro-françaises ».*** Comment les peuples des deux rives pourront-ils, à l'encontre des aventures néocoloniales et djihadistes, faire prévaloir des solutions pacifiques dans l'intérêt mutuel de tous ? Dans les rapports inévitables entre le militaire et le politique, quelle est la combinaison la plus favorable aux solutions de paix, de liberté, de justice sociale, de relations viables et vivables entre peuples et citoyens ?

Sadek nous donne sa vision du problème malien, son histoire militante étant soumise à son regard de médecin praticien et de militant, d'abord nationaliste algérien puis communiste. Dans les années nonante, il s'est consacré à des recherches en géopolitique auprès du CRAG (Centre de Recherches et d'Analyses Géopolitiques à l'Université de Paris VIII). Il est l'auteur de plusieurs communications et publications, notamment dans la revue Hérodote, la presse algérienne et des colloques internationaux..

Le troisième article est de Bérangère Rouppert : ***« Rendre l'avenir du Mali aux Maliens »***. C'est aux Maliens d'imaginer leur futur. Après ces combats, les problèmes du Mali sont toujours là, et c'est d'eux que viendront les meilleures solutions politiques.

Bérangère Rouppert est chercheure au GRIP depuis 2010, elle est titulaire d'un Master II de recherche en relations internationales de l'Institut d'Études Politiques de Paris et auditrice « Jeunes » de l'Institut des Hautes Études de la Défense Nationale (IHEDN). Au GRIP, elle étudie les questions de sécurité en Afrique de l'Ouest et dans le Sahel, notamment l'instabilité politique, la prolifération des armes et les groupes armés, plus particulièrement les groupes islamistes tels que l'AQMI. Ses travaux portent aussi sur les questions stratégiques et de défense : principalement, la non-prolifération des armes de destruction massive (nucléaire, biologique, chimique), le désarmement mondial (traités START, Traité de non-prolifération, Traité d'interdiction complète des essais nucléaires,…) et les stratégies et doctrines de défense (OTAN, bouclier antimissiles…).

Femmes du Mali :
Disons "NON !" à la guerre par procuration

La féministe Aminata Traoré et de nombreuses personnalités maliennes s'opposent à l'intervention armée au Mali.

Le 20/11/2012

De la situation dramatique du Mali, il ressort une réalité terrible qui se vérifie dans d'autres pays en conflit: l'instrumentalisation des violences faites aux femmes pour justifier l'ingérence et les guerres de convoitise des richesses de leurs pays.

Les femmes africaines doivent le savoir et le faire savoir.
Autant l'amputation du Mali des deux tiers de son territoire et l'imposition de la charia aux populations des régions occupées sont humainement inacceptables, autant l'instrumentalisation de cette situation, dont le sort réservé aux femmes, est moralement indéfendable et politiquement intolérable.

Nous avons, de ce fait, nous femmes du Mali, un rôle historique à jouer, ici et maintenant, dans la défense de nos droits humains contre trois formes de fondamentalisme: le religieux à travers l'islam radical; l'économique à travers le tout marché; le politique à travers la démocratie formelle, corrompue et corruptrice.
Nous invitons toutes celles et tous ceux qui, dans notre pays, en Afrique et ailleurs, se sentent concernés par notre libération de ces fondamentalismes à joindre leurs voix aux nôtres pour dire *«Non»* à la guerre par procuration qui se profile à l'horizon. Les arguments suivants justifient ce refus.

Le déni de démocratie

La demande de déploiement de troupes africaines au nord du Mali, transmise par la Communauté des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédéao) et l'Union Africaine (UA) aux Nations Unies, repose sur un diagnostic délibérément biaisé et illégitime.
Il n'est fondé sur aucune concertation nationale digne de ce nom, ni au sommet, ni à la base. Ce diagnostic exclut par ailleurs la lourde responsabilité morale et politique des nations, celles qui ont violé la résolution 1973 du Conseil de Sécurité en transformant la protection de la ville libyenne de Benghazi en mandat de renverser le régime de Mouammar Kadhafi et de le tuer.
La coalition des séparatistes du mouvement national de libération de l'Azawad (MLNA), de Al Qaïda au Maghreb Islamique (Aqmi) et de ses alliés qui a vaincu une armée malienne démotivée et désorganisée doit également cette victoire militaire aux arsenaux issus du conflit libyen.
Le même Conseil de Sécurité va-t-il approuver, dans les jours à venir le plan d'intervention militaire que les Chefs d'Etat africains ont approuvé en prétendant corriger ainsi les conséquences d'une guerre injuste par une guerre tout aussi injuste?
Marginalisée et humiliée dans la gestion de la crise libyenne, l'Union Africaine doit-elle se lancer dans cette aventure au Mali sans méditer les enseignements de la chute du régime de Mouammar Kadhafi?
Où est la cohérence dans la conduite des affaires du continent par les dirigeants africains, dont la plupart s'était opposé en vain à l'intervention de l'OTAN en Libye, lorsqu'ils s'accordent sur la nécessité d'un déploiement de forces militaires au Mali, aux conséquences incalculables.

L'extrême vulnérabilité des femmes dans les zones en conflit

L'international Crisis Group prévient, à juste titre, que:
«Dans le contexte actuel, une offensive de l'armée malienne appuyée par des forces de la Cédéao et/ou d'autres forces a toutes les chances de provoquer davantage de victimes civiles au Nord, d'aggraver l'insécurité et les conditions économiques et sociales dans l'ensemble du pays, de radicaliser les communautés ethniques, de favoriser l'expression

violente de tous les groupes extrémistes et, enfin, d'entraîner l'ensemble de la région dans un conflit multiforme sans ligne de front dans le Sahara».
Ces conséquences revêtent une gravité particulière pour les femmes. Leur vulnérabilité qui est sur toutes les lèvres, devrait être présente dans tous les esprits lors des prises de décisions, et dissuasive quand la guerre peut être évitée. Elle peut l'être. Elle doit l'être au Mali.
Rappelons que les cas de viols que nous déplorons dans les zones occupées du Nord de notre pays risquent de se multiplier avec le déploiement de plusieurs milliers de soldats. A ce risque, il faut ajouter celui d'une prostitution plus ou moins déguisée qui se développe généralement dans les zones de grande précarité et par conséquent les risques de propagation du Sida.
Le plan d'intervention militaire sur lequel le Conseil de Sécurité va se pencher prévoit-il des moyens de mettre réellement les femmes et les fillettes du Mali à l'abri de ce type de situation désastreuse?
Rappelons également que sur l'ensemble du territoire les sanctions économiques imposées par la communauté internationale au peuple malien au nom du retour à un ordre constitutionnel discrédité affectent considérablement les groupes vulnérables.
Les femmes du fait de la division sexuelle des tâches sont confrontées au niveau domestique à l'énorme difficulté d'approvisionnement des familles en eau, nourriture, énergie domestique, médicaments.
Cette lutte quotidienne et interminable pour la survie est déjà en soi une guerre. Dans ces circonstances de précarité et de vulnérabilité des populations, et des femmes en particulier, l'option militaire en préparation est un remède qui a toutes les chances d'être pire que le mal alors qu'une alternative pacifique, émanant de la société malienne, civile, politique et militaire, sera constructive.

Des incohérences de la communauté internationale

Chacun des puissants représentants de la *«communauté internationale»* ainsi que la Cédéao (la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest) et l'UA (Union africaine) ont prononcé des mots à propos de nos maudits maux de femmes en situation de conflit.
A tout seigneur tout honneur, le président français, François Hollande, qui joue le rôle de chef de file dans la défense de l'option militaire, a souligné la souffrance des femmes *«premières victimes des violences de guerre»*
Et pourtant, il a déclaré le 26 septembre 2012, à New York, lors de la réunion spéciale sur le Sahel, en marge de l'Assemblée Générale des Nations Unies:
«Je sais qu'il peut y avoir une tentation de mener des négociations. Négocier avec des groupes terroristes? Il ne peut en être question. Toute perte de temps, tout processus qui s'éterniserait ne pourrait faire que le jeu des terroristes».
«Il faut savoir terminer une guerre», semblent dire les présidents américains et français.
«La guerre d'Afghanistan s'est prolongée au-delà de la mission initiale. Elle attise la rébellion autant qu'elle permet de la combattre. Il est temps de mettre fin en bon ordre à cette intervention et j'en prends ici l'engagement», déclara le candidat François Hollande dans son discours d'investiture à l'élection présidentielle.
La Secrétaire d'Etat américaine aux affaires étrangères, Hillary Clinton dont l'escale du 29 octobre 2012, à Alger, avait en partie pour objet de convaincre le président Abdelaziz Bouteflika de rejoindre le camp de la guerre, s'était adressée aux chefs d'Etat africains réunis à Addis-Abeba en ces termes :
«*En République Démocratique du Congo, la poursuite des actes de violences contre les femmes et les filles et les activités des groupes armés dans la région orientale du pays, sont pour nous une source constante de préoccupation. L'Union Africaine et les Nations Unies ne doivent épargner aucun effort en vue d'aider la RDC à réagir à ces crises sécuritaires incessantes* ».
L'initiative du secrétaire des Nations Unies, Ban Ki Moon, intitulée «*Unis pour mettre fin à la violence contre les femmes* », lancée le 25 janvier 2008, accorde une attention particulière aux femmes de l'Afrique de l'Ouest. C'était avant les guerres en Côte d'Ivoire et en Libye qui ont largement compromis la réalisation des objectifs assignés à cette initiative.
Nous comprenons sa réserve quant au déploiement militaire et espérons qu'il ne soutiendra pas le plan d'intervention des Chefs d'États de la Cédéao. La guerre, rappelons-le, est une violence

extrême contre les populations civiles, dont les femmes. Elle ne peut que nous éloigner des objectifs visés par cette initiative.
Pourquoi les puissants de ce monde qui se préoccupent tant du sort des femmes africaines ne nous disent pas la vérité sur les enjeux miniers, pétroliers et géostratégiques des guerres.
La présidente de la commission de l'UA, Nkosazana Dlamini-Zuma, pour sa part, souligne qu' *«il est crucial que les femmes contribuent à, et s'impliquent activement dans, la recherche d'une solution au conflit. Leurs voix doivent être entendues dans les efforts visant à promouvoir et à consolider la démocratie dans leur pays. A cette fin, vous pouvez, sans aucun doute, compter sur le soutien de l`UA, ainsi que sur mon engagement personnel.»*
La nomination pour la première fois d'une femme à ce poste pourrait être un facteur véritable d'émancipation politique pour les femmes et donc de libération du continent, si Nkosazana Dlamini-Zuma accepte d'élargir la base du débat sur les femmes africaines en y intégrant les enjeux globaux qui nous sont dissimulées.

Notre triste statut d'otages

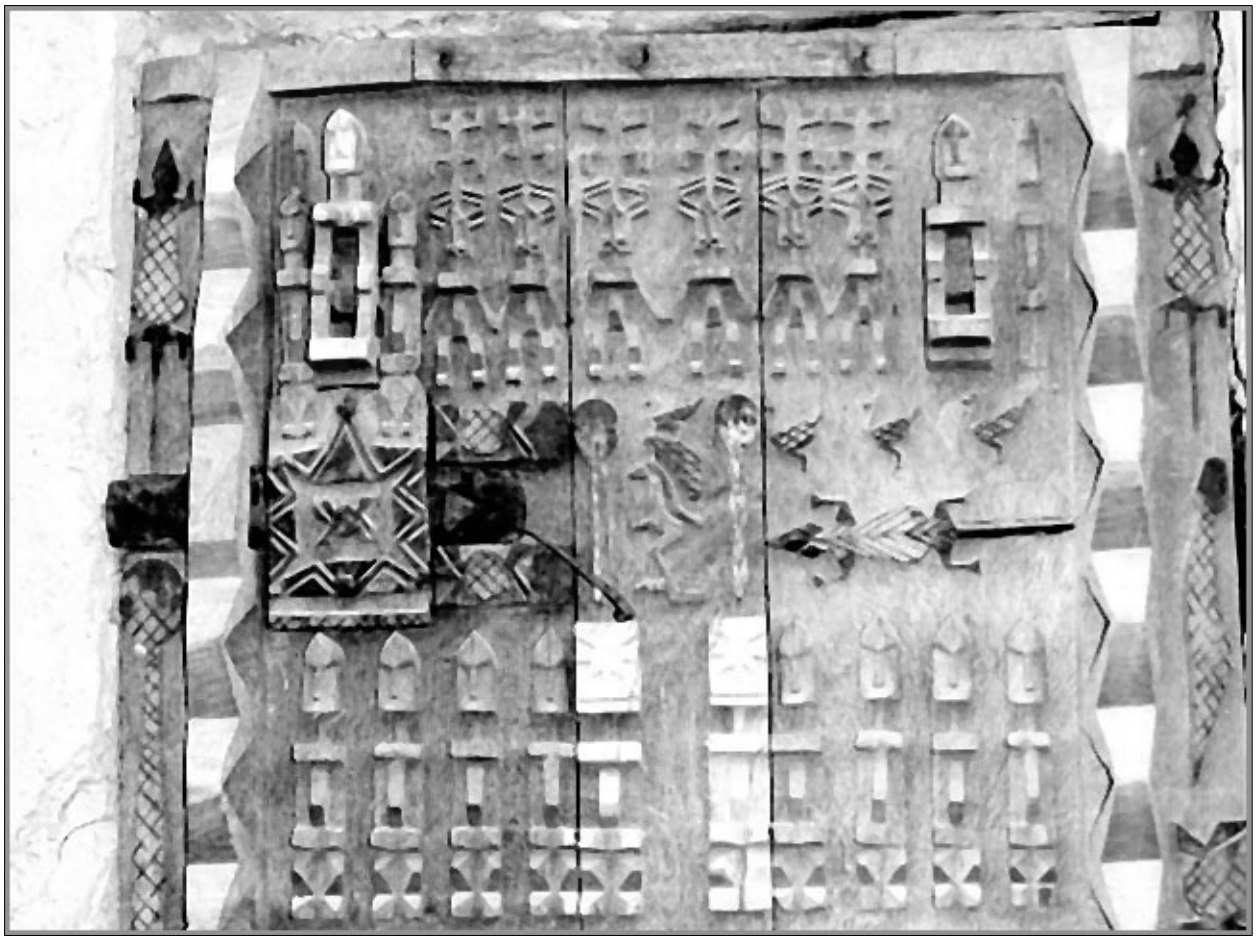
Le Mali est un pays à la fois agressé, humilié et pris en otage par des acteurs politiques et institutionnels qui n'ont aucun compte à nous rendre, à commençé par la Cédéao. L'une des traductions de cette réalité est l'énorme pression exercée sur ce qui reste de l'État malien.
Le Président par intérim, Dioncounda Traoré, est le premier des otages maliens. S'il a cru devoir rappeler, le 19 octobre 2012, lors de la réunion du groupe de soutien et de suivi de la situation de notre pays, qu'il n'est pas un président pris en otage, c'est précisément parce qu'il l'est.
Sinon il n'aurait pas répété à trois reprises, le 21 septembre 2012, la veille de l'anniversaire de l'indépendance de notre pays qu'il privilégie le dialogue et la concertation, et demandé aux Nations Unies, trois jours plus tard, une intervention militaire internationale immédiate.
«J'ai conscience d'être le président d'un pays en guerre mais le premier choix est le dialogue et la négociation. Le deuxième choix est le dialogue et la négociation et», insiste-il *« le troisième choix demeure le dialogue et la négociation. Nous ferons la guerre si nous n'avons pas d'autre choix…* », a-t-il déclaré dans son discours à la nation avant de changer d'avis.
Au-delà du président intérimaire, nous sommes tous des otages prisonniers d'un système économique et politique inégalitaire et injuste qui excelle dans l'art de briser les résistances à coup de chantage au financement. La suppression de l'aide extérieur se traduit cette année 2012 par un manque à gagner de 429 Milliards de francs CFA. La quasi totalité des investissements publics sont suspendus.
La fermeture de nombreuses entreprises a occasionnée licenciements et chômage technique pour des dizaines de milliers de travailleurs alors que les prix des denrées alimentaires continuent de flamber. Les pertes les plus importantes sont enregistrées dans les secteurs du bâtiment et des travaux publics.

Paix et intégrité territoriale

Le tourisme, l'artisanat, l'hôtellerie et la restauration, qui subissaient depuis 2008 les conséquences de l'inscription du Mali sur la liste des pays à risques, sont gravement affectés alors qu'ils constitutuaient des sources de revenus substantiels pour les régions aujourd'hui occupées, notamment celle de Tombouctou.
Référence est faite au statut d'otage non point pour dédramatiser l'épreuve insupportable des otages européens et de leurs familles mais pour rappeler l'égale gravité de la situation de tous les êtres humains piégés dans des systèmes dont ils ne sont pas personnellement responsables.
La question est toutefois de savoir comment agir de telle sorte que notre pays retrouve son intégrité territoriale et la paix, et que les six Français détenus par Aqmi retrouvent leurs familles sains et saufs, sans que ces libérations n'ouvrent la voie à une intervention militaire qui mettrait en péril la vie des centaines de milliers d'habitants du Nord Mali qui sont autant d'otages (...)
Nous demandons à toutes celles et à tous ceux qui partagent notre approche d'interpeller immédiatement les principaux acteurs de la communauté internationale, par écrit ou sous toutes autres formes d'expression, en plaidant pour que le Conseil de Sécurité n'adopte pas une résolution autorisant le déploiement de milliers de soldats au Mali.

Signataires :Aminata D. TRAORE ; SISSOKO Safi SY ; SANOGO Sylvie KONE ; IMBO Mama SY ; Kadiatou TOURE ; TRAORE Sélikèné SIDIBE(Vieux) ; DICKO Rokia SACKO ; Ténin DIAKITE ; DOUMBIA Fanta DIALLO ; KONE Mamou TOURE ; TRAORE Sarata SANOGO ; TRAORE Penda DIALLO ; DIABATE Kadiatou KOUYATE ; Aminata BOCOUM ; Oumou KODIO ; Assatou KAREMBE ; Awa KOÏTA ; Aminata DOUMBIA ; Fatoumata COULIBALY ; Badji BOIRE ; Awa TOURE ; Bintou KONE ; Fatoumata MARIKO ; Mariam KONE ; Minata DIARRA ; Oumou KEITA ; Kadiatou DIALLO ; Kankou KONE ; Rokia NIARE ; Kadia DJIRE ; Ada NANTOUMA ; Awa COULIBALY ; Soungoura DOUMBIA ; Fanta KANTE ; Safiatou COULIBALY ; Djaba TANGARA ; KONE Mama DIARRA ; Ismael DIABATE ; Karamoko BAMBA; Doumbi FAKOLY; Coumba SOUKO ; Clariste SOH-MOUBE ; Nathalie M'Dela-Mounier ;

http://www.slateafrique.com/98611/femmes-du-mali-disons-non-la-guerre-appel-femmes-aminata-traore
mis à jour le 20/11/2012



Mali - In Amenas et les relations algéro-françaises:

Les peuples des deux rives pourront-ils, à l'encontre des aventures néocoloniales et djihadistes, faire prévaloir des solutions pacifiques dans l'intérêt mutuel de tous ?
Au-delà des controverses touchant aux aspects tactiques et épisodiques de la grave conjoncture enclenchée au Mali et en Algérie, plus largement encore autour de la Méditerranée et du Sahel Africain, une question de fond ancrée dans les décennies précédentes interpelle l'ensemble des peuples, Etats et acteurs protagonistes de ces vastes régions.
Dans les rapports inévitables entre le militaire et le politique, quelle est la combinaison la plus favorable aux solutions de paix, de liberté, de justice sociale, de relations viables et vivables entre peuples et citoyens ? Plus exactement, quel impact sur les solutions selon que domine unilatéralement et arbitrairement l'une ou l'autre de ces options, sans égard aux conditions historiques et géopolitiques concrètes et aux légitimes aspirations des peuples et des citoyens ?
Ce thème est abordé partiellement à l'occasion d'une activité associative à laquelle j'étais invité. Je n'ai malheureusement pu y participer directement pour raisons météorologiques et de santé, mais le débat est largement et pour longtemps présent dans l'opinion.

Sadek Hadjerès, 22 janvier 2013

Je remercie d'abord l'association « Agir pour la Paix » de nous donner l'occasion de ce débat. Il est à la fois important en lui-même dans l'imbroglio de la conjoncture présente et il satisfera en même temps, par ce biais de l'actualité, votre intérêt à mieux connaître plusieurs problèmes vécus par l'Algérie avant, pendant et après l'indépendance.
Votre association sait à quel point sont complexes et difficiles les efforts et les luttes pour instaurer et défendre les solutions pacifiques sur la voie de la liberté et de la justice sociale. Cela se confirme une fois de plus au moment où l'Algérie, peuple et gouvernants, s'efforce de sauvegarder sa souveraineté nationale sur son territoire, son indépendance de décision et ses richesses vitales. En un mot un ensemble de conquêtes arrachées dans la douleur, constamment menacées et remises en cause depuis l'indépendance, et qui lui ont permis de survivre en dépit de sérieuses faiblesses et régressions politiques et sociales internes. Aujourd'hui, le peuple algérien est à nouveau confronté à de graves atteintes et menaces régionales dans lesquelles se conjuguent les visées néocoloniales sur le Sahel africain, les assauts des formations djihadistes aux accointances multiples, et des stratégies mondiales ultralibérales exacerbées par le tourbillon d'une crise financière et économique structurelle.

Pendant le déclenchement de l'intervention française au Mali et la prise terroriste d'otages à In Amenas, on a vu dominer dans la communication et les débats publics, les réactions de caractère émotif ainsi que les motivations subjectives ou exclusivement idéologiques, partisanes, sans le recul et le complément nécessaire d'une analyse sérieuse.
Que ce genre de réactions et proclamations spontanées se produisent chez des gens et des milieux soumis à désinformation, face à des dangers vrais ou supposés, cela se comprend. On comprend aussi qu'elles soient sciemment exploitées et amplifiées par les ennemis des droits de l'Homme et des solutions politiques pacifiques.
Mais aujourd'hui, une fois dépassés les moments de stress collectifs et de confusion les plus aigus, il devient plus facile de concentrer l'attention sur la substance et la racine des évènements, leur contenu économique, social et géopolitique. En un mot les enjeux objectifs véritables, qui éclairent les comportements des acteurs bien mieux que leurs proclamations médiatiques.
Ainsi, il est plus facile de dépasser les illusions, les généralités, les amalgames faciles et procès d'intention, les slogans dont abusent ceux dont l'intention est de faire le contraire de ce qu'ils cherchent à faire croire. Ils parleront de lutte contre le terrorisme en général en le réduisant aux actes visibles, en eux-mêmes inacceptables et devant être fermement et promptement neutralisés

par les services de protection concernés. Mais ils se gardent de définir et analyser les dessous de ces actes, de s'interroger sur leurs commanditaires maffieux, financiers ou étatiques, les raisons économiques, sociales et politiques du développement et des instrumentalisations de ce phénomène terroriste, les intérêts qu'il sert objectivement ou inconsciemment, la meilleure façon de le combattre, l'isoler et l'extirper comme mode de règlement des problèmes posés aux sociétés et aux Etats. Au lieu de combattre vigoureusement et intelligemment des agissements terroristes concrets et bien identifiés, on verse en connaissance de cause dans des amalgames idéologiques terrifiants à propos du grand diable vert de l'islam, comme on le faisait avec le grand diable rouge du communisme, l'essentiel étant de maintenir la lourde chape de l'oppression et de l'exploitation. Ce qui, entre parenthèses, n'empêche pas les croisés islamophobes de mendier les milliards de pétrodollars et de pactiser avec les potentats et fourriers saoudiens et qataris du fondamentalisme intégriste, leur précieux allié chargé de déstabiliser tour à tour les contrées du Maghreb et du Machreq, afin d'y établir des contrefeux à toute avancée possible des processus démocratiques.

Je vous parle d'expérience : quel combattant anticolonialiste pourra-t-il oublier comment nous algériens indépendantistes étions diabolisés par les gouvernants socialistes ou droitiers français qui nous traitaient de fellagas, musulmans fanatiques et terroristes, passibles de la torture et de la guillotine. Ils avaient comme aujourd'hui plein la bouche et les colonnes de journaux du grand idéal de Démocratie, de la mission dévolue à la France de nous démocratiser et civiliser alors que depuis plus d'un siècle et pas plus tard que les années précédant l'insurrection, ils avaient fourni à l'opinion mondiale l'exemple devenu proverbial des « élections à la Naegelen », du nom du gouverneur général qui avait falsifié massivement, par une répression sanglante et sans vergogne les élections à l'Assemblée algérienne de 1948, ce qui a définitivement fermé aux yeux d'une majorité d'algériens la voie des réformes pacifiques.

Ces gouvernants prétendus de gauche aimaient parler de paix en général, la leur, celle fondée sur le sous-développement et les inégalités sociales et civiques, les prisons et les cimetières, tandis qu'au nom de la « pacification » ils alimentaient les feux de la guerre. Ainsi procéda Guy Mollet en 1956, lorsqu'élu sur la vague d'un programme électoral de paix en Algérie et disposant d'une bonne majorité parlementaire, il intensifia deux mois plus tard le branle-bas de guerre après avoir cédé aux pressions des militaires revenus du Viet Nam et des colons ultracolonialistes qui venaient de le chahuter à coups de tomates à Alger.

Comme vous le voyez, la confusion, les méfiances et les contentieux à déblayer restent encore lourds dans les opinions, même lorsqu'elles sont de bonne foi et de bonne volonté des deux côtés de la Méditerranée. C'est pourquoi entre autres, à propos du Mali et d'In Amenas, les voix ont été nombreuses à tenter de culpabiliser l'Algérie pour les propositions constructives de ses gouvernants visant depuis des mois à régler progressivement la grave crise malienne. On voudrait la punir pour le sage refus de sa diplomatie de s'associer aux solutions guerrières et aventuristes dans lesquelles on a cherché à l'entraîner, y compris en utilisant les prétextes suspects du « Terrorisme », dont la nouvelle flambée à point nommé sur une partie ultrasensible des territoires du Sud algérien mérite plus ample investigation.

Comme dans la fable des animaux malades de la peste, l'Algérie qui dérange avec sa politique extérieure de pacifisme africain (pourtant parfois flottante) est désignée comme la responsable de tous les maux. On ne peut s'empêcher de penser aux incitations suggérées par de bonnes âmes à propos de la situation actuelle en Grèce : le porte parole du Fonds Monétaire International décrète sans rire que la grave crise grecque est provoquée par le mouvement Syriza, coupable de refuser et cautionner la politique d'austérité menée par les instances internationales et la troïka intérieure des partis de Grèce soumis aux diktats ravageurs.

Il ne s'agit pas évidemment de rester braqué sur le passé comme si ce dernier devait fatalement se répéter. Mais instruits par ce passé, quel regard objectif et critique pouvons-nous porter sur les derniers évènements, nous algériens et français aspirant à la paix, à la liberté et au progrès social, travailleurs et autres couches sociales des deux pays qui gagnerions à défendre ensemble les intérêts mutuels légitimes de nos peuples et de nos Etats?

Assurément, ces évènements reflètent un concentré des problèmes multiples hérités des décennies d'Histoire écoulées, tout en étant un creuset aux conséquences futures importantes autour de la Méditerranée, avec les particularités inhérentes à chacune des deux rives. Du côté sud, nous avons

les peuples du monde arabe qui ont été secoués par les tempêtes récentes (terme que je préfère à celui approximatif et trompeur de printemps), ainsi que ceux d'une Afrique noire à l'économie précaire et ballottée par l'instabilité politique. Du côté nord, c'est l'Europe et plus généralement le monde dit occidental où l'onde de choc de la crise capitaliste mondiale et les politiques d'austérité exercent leurs ravages et accroissent les angoisses. En fait, si on en croit les données et indicateurs d'analystes fiables tels que ceux du GEAB 20, le tableau pour tous les continents est dominé par l'imminence de remous géopolitique sans précédent à partir de ce printemps 2013.
Sur cette toile de fond, que nous disent quelques traits récents significatifs de la partie dangereuse et hasardeuse qui se joue autour du Mali et dans la région sahélo-saharienne ?
Durant de longues semaines, la diplomatie française s'efforçait de cacher les plans d'intervention militaire à très brève échéance en faisant mine de souscrire aux recommandations algériennes qui ont reçu l'aval des instances de l'ONU. Celles-ci consistaient à poursuivre et soutenir les efforts en vue de solutions pacifiques et négociées entre tous les acteurs de terrain au Mali et dans la région, sans exclure en cas d'échec une intervention soumise à conditions et contrôle collectif. Nul n'ignore que malgré cela, les tentatives françaises au grand jour ou souterraines se sont intensifiées auprès de la CEDEAO et des acteurs maliens visant à les dissuader d'appliquer cette orientation et à se tourner vers l'option militaire comme la seule possible. Sur cette lancée dans la tradition de la Françafrique, l'avancée de formations djihadistes vers le Sud malien dont les instigateurs et les dessous restent à éclaircir, a été une tentative de légitimer et précipiter une intervention militaire unilatérale déjà longuement préparée, avec l'espoir que ce fait accompli consacre au leadership français un soutien international assez large. Cette manœuvre a des similitudes frappantes avec celle pilotée par Sarkozy en Libye, qui avait exploité les stupides menaces de Qadafi sur les habitants de la ville contestataire de Benghazi, pour contourner les instances de l'ONU et transgresser l'esprit et la lettre des résolutions du Conseil de Sécurité. En fait, comme en Libye, la menace des groupes djihadistes maliens pouvait être bloquée sans menace réelle sur le sud du pays en attendant des mesures régionales et internationales plus consensuelles. Mais cela ne correspondait pas aux projets français réels tels qu'ils ont été rapidement confirmés par de multiples déclarations de la présidence et d'autres commentaires autorisés, à savoir la conquête et le contrôle de tout le territoire malien. Le flou et les manipulations secrètes continuent à être, à cela rien d'étonnant, l'arme privilégiée des entreprises néocolonialistes, au mépris des usages et du droit international.
L'étape suivante pour sortir de l'isolement international auquel se heurtait dès le début l'entreprise guerrière, ce fut _ par coïncidence bizarre ou planification synchronisée _la tentative par le biais de commandos terroristes, d'internationaliser le harcèlement et l'encerclement d'une Algérie récalcitrante à se joindre au brigandage. Ce rôle fut dévolu à l'incursion à point nommé à In Amenas du groupe djihadiste de Belmolkhtar, au sujet duquel les opinions de tous pays sont dans l'attente d'informations sur les dessous encore opaques d'une affaire qui probablement peu de secrets pour les services spéciaux des pays les mieux outillés en ce domaine.
En fait, de nombreux secteurs des opinions tant en Algérie qu'en France, travaillés par les rumeurs, les accents propagandistes et la désinformation, ont raison d'être perplexes sur les mobiles, les raisons de certains comportements à leurs yeux déroutants tant du côté des autorités françaises qu'algériennes.

Du côté français, il est assez vite apparu, que les raisons d'urgence sécuritaire initialement invoquées visaient de façon préméditée l'objectif de « reconquête totale du Mali ». Il s'agissait surtout en fait de prendre de vitesse les partenaires européens et occidentaux dans l'UE et l'OTAN, à la fois comparses et rivaux qui furent tenus le moins informés possible de la décision française. On comprend leur mauvaise humeur et leurs réticences à s'aligner sur l'aventure pilotée par Hollande en posture de chef de guerre. Ces calculs nous ramènent aux compétitions féroces sur le terrain et dans les chancelleries qui opposaient au cours du XIXème siècle les puissances européennes pour le dépeçage colonial de l'Afrique aboutissant au pacte de brigandage du Congrès de Berlin de 1895 de triste mémoire. Cela fait penser aussi, une vingtaine d'années plus tard, au démantèlement au siècle suivant du Proche et Moyen Orient arabes, jusque là sous administration ottomane _ à partir des accords anglo-français Sykes Picot.

Les mœurs coloniales ont survécu avec les mêmes oripeaux de mission civilisatrice, les mêmes arguties et artifices de langage qui furent ceux des gouvernants de la France royaliste ou républicaine, toujours pressés d'évacuer et compenser leur discrédit intérieur et les mécontentements sociaux et populaires par des fuites en avant extérieures. Aujourd'hui François Hollande prolonge au Mali les coups de force aventuristes de Sarkozy en Côte d'Ivoire, Libye et Syrie pour des raisons à la fois internes et de stratégie internationale. En perte de vitesse dans l'opinion par sa politique d'austérité envers les couches les plus vulnérables, il souhaiterait compenser la fragilité de l'économie française par un pillage accru et pérennisé des ressources africaines. Prétendant que la France n'a pas de visées économiques sur un Mali soi-disant pauvre mais pourvu notoirement d'un sous-sol fabuleux encore peu exploité, il vise en fait un positionnement stratégique malien qui garantirait la sécurité de l'exploitation des gisements sahéliens tels que ceux d'uranium du Niger que le monopole de Areva, selon diverses sources, paye au quart de son prix mondial, cependant qu'une part infime est allouée aux couches bureaucratiques nigériennes inféodées, le reste de la population, notamment touarègue, livré à une misère et une pollution radioactive massives. Cette stratégie n'hésite pas à attiser les divisions ethniques africaines, autant que la désinformation et la passivité d'une grande partie de l'opinion française anesthésiée par des décennies de rente coloniale et les préjugés du « racisme ordinaire ».
Venons-en maintenant aux questionnements du côté algérien.
Comment comprendre que les projets et déplacements d'une organisation terroriste, dont l'existence et nombre d'activités sont en principe bien connues ou prévisibles, ait échappé à la vigilance des services concernés dans une période et sur un territoire aussi sensibles avec les menaces multiformes surgies depuis le Mali.
Dans le même ordre d'idées, que signifie exactement l'accord donné au survol de l'espace aérien algérien ? N'aurait-il pas été mieux compris si les autorités algériennes, au lieu d'être enfermées dans un silence ressenti comme un outrage par les citoyens qui l'ont appris de la bouche des gouvernants français _ l'avaient publiquement soumis à conditions en exigeant des objectifs limités de l'opération malienne, sans accepter que cet accord soit illimité et par conséquent prisonnier des plans néocolonialistes comme le prétendent les sources françaises? Etonnant de la part d'un des pays qui restent parmi les plus attachés de la région au principe de souveraineté, au moins par les déclarations et par certaines positions qui tranchent avec l'alignement et la soumission poussée de nombreux régimes arabes aux plans atlantiques du « Grand Moyen Orient » ou de « l'Africom » .
Ces inquiétantes zones d'ombre ne seraient-elles pas, sous réserve d'informations souhaitables, seulement la partie émergente de l'énorme iceberg constitué par certains lourds problèmes intérieurs algériens préoccupants ?
On connaissait déjà, sur des questions stratégiques importantes, quelques exemples révélateurs des méfaits de l'autoritarisme antidémocratique et de la corruption massive engendrée par un système compradore. Ainsi il y a quelques années, au temps du ministre Chekib Khellil approuvé par le président Bouteflika, les Algériens découvraient la mise en danger stupéfiante des acquis de la nationalisation des hydrocarbures, si grave qu'elle fut en partie désavouée au moins temporairement. Tout récemment encore, la nouvelle expression de ces reculs dans l'accord donné en catimini à l'exploration et l'exploitation des gaz de schiste sahariens, au sujet duquel on attend toujours des informations claires et convaincantes.
Autant de signes de la méconnaissance et du mépris affichés envers la participation démocratique de la société, alors que cette participation, réprimée de toutes parts, est le facteur décisif pour la cohésion et l'efficacité nationales, face aux chantages des ennemis d'une solide souveraineté algérienne. Aucun doute que si les autorités du pays s'étaient appuyées sur une volonté et une vigilance populaires démocratiquement et massivement exprimées, les plans de déstabilisation et d'isolement de l'Algérie auraient eu de bien moindres chances de réussir.
On peut tout aussi bien affirmer que les carences de la vie associative et des organisations dans la société et le champ politique, en partie à cause des entraves et de la répression officielles, n'ont pas permis à la base populaire et citoyenne de se mobiliser pour jouer un rôle bénéfique capable de peser sur les orientations de politique générale et internationale du pays. Trop souvent, les faiblesses du consensus national et de la démocratisation sont imputées aux seuls pouvoirs, qui en assument effectivement la plus grande responsabilité. Mais les acteurs sociaux et politiques présents

au sein de la société ont eux aussi les yeux trop souvent rivés sur les jeux de pouvoir, les illusions quant aux changements par le seul « sommet ». Ils s'interrogent et se mobilisent peu sur les moyens à mettre en œuvre pour élever les capacités d'influencer, participer et prendre en mains la part la plus grande qui leur revient démocratiquement dans les processus d'orientation, de décision et de contrôle. Pourtant, et c'est un bon signe par rapport aux régressions constatées, la société et les organisations sociales font preuve d'élans mobilisateurs de plus en plus conscients contre l'austérité et les injustices sociales, pour des solutions bénéfiques aussi bien aux populations qu'à l'intérêt national. La réaction dominante de la part des pouvoirs est la répression ou des mesures démagogiques sans impact profond sur les problèmes posés. Voila ce qui rend plus impératifs des efforts plus grands de la part des forces politiques progressistes de toutes obédiences et plus encore celles qui se déterminent sur des bases de classe claires, pour accompagner et soutenir les luttes sociales en cours dans leur contenu revendicatif et de propositions constructives. Seule façon aussi de mettre en échec les entreprises de corruption ou de division et d'aiguisement des conflits ethnicistes et communautaristes jusqu' leur militarisation artificielle.

On se trouve en vérité face au problème crucial de l'Algérie depuis les débuts tourmentés de l'indépendance avec la grave crise de l'été 1962. Cet évènement fondateur malheureux marqua le début effectif du détournement de la perspective démocratique et sociale, celle proclamée par l'insurrection nationale de novembre 1954. L'objectif formel, l'indépendance du pays par rapport au joug colonial dans ses formes les plus brutales, avait été réalisé sans le contenu de citoyenneté qui aurait pu lui donner son plein sens. La république démocratique et populaire, inscrite au fronton des bâtiments et sur les documents officiels n'a connu, dans son contenu politique et social, une existence tendancielle, fragile et sabotée que durant une courte période, avant de subir sa plus grande régression dans la décennie noire des années 90. Celle-ci a accéléré l'expansion de l'autoritarisme et de la corruption devenant systémiques.

La question est posée : à quelles conditions se fera une convalescence digne des grands espoirs et de l'héroïsme collectif naguère déployés contre l'esclavage colonial. L'une des conditions primordiales est que la société algérienne, ses institutions et ses forces politiques prennent en charge positivement les rapports entre le militaire et le politique. Ce problème crucial a traversé les étapes historiques successives de l'Algérie. Le rapport entre le militaire et le politique a été vécu et géré tantôt de façon synergique et constructive, tantôt antagonique et contre-productive.

En illustrer les diverses manifestations successives, depuis la conquête française au 19ème siècle, était le thème que j'assignais à mon intervention avant que surviennent les évènements récents liés au Mali. Je vous en exposerai les éléments déjà préparés, soit dans le débat, soit ultérieurement.

Sadek Hadjerès, 22 janvier 2013

MALI : PEU DE BONI EN VUE

Pouvait-on ou devait-on intervenir au Mali ?

Paul DELMOTTE

Au Mali comme ailleurs au «Sud», je suis opposé aux interventions militaires occidentales. Simplement parce que les justifications éthiques ou politiques qu'on leur donne sont systématiquement mensongères. Et que ces interventions sont souvent celles de pompiers-pyromanes visant à conforter une situation néocoloniale. Enfin, parce que, jusqu'à preuve du contraire, elles font finalement plus de dégâts que s'il n'y avait pas eu d'intervention.
Ceci dit, je n'ai rien d'un spécialiste de l'Afrique ni du Mali, même si je suis ce qui s'y passe avec attention. Je parlerai donc ici essentiellement du traitement médiatique de cette crise auquel nous avons droit et de certaines interrogations qui se posent et auxquelles il me semble que l'on ne répond pas. Ou mal.

Pour revenir au Mali, je partage entièrement les critiques qu'Olivier Roy adresse à l'initiative de M. Hollande[1]. Reprenant les positions exprimées dans *Les illusions du 11 septembre. Le débat stratégique face au terrorisme*[2], Roy estime que la stratégie de François Hollande est «*vaine*»: Roy, comme bien d'autres, estime que l'on ne fait pas la «guerre» – au sens habituel du mot – au «terrorisme». Le terrorisme ne se combat pas avec des avions, des canons ou, pire encore, un déploiement au sol. L'on peut certes lui infliger des coups sévères en recourant aux services de renseignement ou à des forces spéciales. Mais, pour combien de temps? Mieux, comme l'écrivait récemment Chomsky[3], «*on ne combat pas le terrorisme avec des armes. On le prive de ce qui le nourrit: la misère, l'injustice, l'arrogance des puissants*».

Mais il y a plus: en utilisant à tort et à travers le terme *terroriste*, l'on s'empêche – et l'on empêche l'opinion – de distinguer parmi les groupes armés. Entre, d'une part, ceux – islamistes ou non – avec lesquels un espace de négociation est possible parce qu'ils expriment des doléances fondées, émanant de leurs populations; et, de l'autre, ceux qui sont sans base sociale, «parasitent» des luttes ancrées localement et pratiquent un «terrorisme de rupture». En amalgamant face à l'opinion publique et quoiqu'il s'en défende, ces différents types de rébellion et de luttes, l'entourage de F. Hollande s'interdit en fait d'élaborer une stratégie claire – c'est ce que Roy lui reproche. Et nombre d'observateurs ont perçu chez Hollande et ses proches un discours nettement «busho-blairien», «néo-con». L'élégant Fabius insistant sur la nécessité d'être «*implacable*», Le Drian parlant d'«*éradication*» et l'insubmersible Kouchner précisant qu'il s'agit aussi de «*protéger les femmes et la liberté d'expression*» (sic). Argument que Hollande reprendra plus tard.
Autre thème que nous, Belges, connaissons bien depuis Stanleyville: «protéger les ressortissants français»... Otages inclus?

Et – comme je viens d'évoquer l'opinion occidentale, il est une autre analyse instructive: celle que Christophe Gallaz a exposée en 2005 dans *Libération*[4]: en matière de «terrorisme», le discours des responsables occidentaux s'adresse avant tout à leurs propres opinons et, en se focalisant sur l'émotion, vise à conforter la confiance en nos États – *Vigipirate* est là, bonnes gens ! – et à organiser une myopie collective quant aux causes réelles du «terrorisme», à savoir les répercussions qu'engendre l'agression économique permanente des pays riches contre le Sud.
Enfin, les changements successifs intervenus dans l'énoncé de ces objectifs donnent à penser que, précisément, l'on voulait occulter les vraies raisons de l'intervention.

---

[1] In *Le Monde*, 5.02.13
[2] La République des Idées/Seuil, 2002
[3] In *Le Yéti*, 14.01.13
[4] *Libération*, 27.7.05

Et quelles seraient ces raisons?

Officiellement, les objectifs de guerre de Paris sont, *primo*, d'«apporter un soutien à l'armée malienne» pour lutter contre le «terrorisme islamique»: «*des assassins*, *dixit* Hollande, *animés d'une idéologie de mort*» qu'il s'agit de «*détruire ou de faire prisonniers si c'est possible*» (sic). *Deuxio*, de rétablir l'intégrité territoriale du Mali et d'y favoriser l'accès au pouvoir d'«*autorités légitimes via un processus électoral*». Or, dès que l'on se penche sur les motifs avancés à l'*Opération Serval*, surgit la perplexité et les questions fusent.

Par exemple?

Ainsi, où va-t-on chercher que l'intégrité du territoire malien serait menacée par le «terrorisme islamique»? *Ansar-ed-Din* entend au contraire étendre la charia sur l'ensemble du pays, Nord et Sud. N'oublions pas que, dans ce pays à 90% musulman, il y a aussi des sympathisants salafistes au Sud. Pour certains même, «*il y a plus de barbus au Sud*»…

Donc, ce seraient précisément les autonomistes touareg, pour lesquels la France ne cache pas sa «compréhension», qui menaceraient cette intégrité»! Demeure ici la fameuse question: comment se fait-il qu'un convoi de dizaines de *pick-ups* et de centaines de combattants touareg, lourdement armés, ait pu se déplacer sur des milliers de km à partir de la Libye sans être ni repéré ni stoppé? Et cela dans une région qui, nous dit-on faisait l'objet d'une surveillance tatillonne depuis les premières prises d'otages français, à la mi-septembre 2010?
D'autre part, la politique française elle-même risque de la mettre davantage à mal, cette intégrité. En effet, Roy observe à juste titre qu'il n'y jusqu'à présent jamais vraiment eu d'«*État malien central stable, solide et reconnu*» par toutes ses composantes ethniques, e. a. en raison de l'attitude des élites «du Sud». Plus, avec l'initiative de Hollande et son exigence «intraitable», mais contestée au Mali, d'élections avant la fin juillet, le risque est désormais bien présent que l'intervention «*redonne le pouvoir à une faction, peu soucieuse de le partager, et aggrave donc les tensions ethniques*». Lors de sa visite triomphale à Tombouctou, pourtant ville touarègue, note un observateur[5], F. Hollande a-t-il vu que les seuls à l'acclamer étaient des Africains à la peau noire?

Quant à AQMI ou au MUJAO, Roy rappelle aussi que ce type de «*jihadistes* internationalistes» ne visent pas vraiment à établir des «émirats islamiques locaux», que «*leur objectif, c'est avant tout l'Occident*» et que leur stratégie est «déterritorialisée»: sans vouloir choquer, il y a là comme un «guévarisme» islamiste : «créer un, deux, trois… – au choix, Afghanistan, Irak, Yémen… Ou Mali.»

Vu que cet objectif est «l'Occident», n'y a-t-il pas là une bonne raison d'intervenir?

Légitime défense? Dans ce cas, pourquoi cette raison-là n'est-elle avancée que de façon secondaire? À mon avis, tout simplement parce qu'elle ne résisterait pas à l'analyse. Roy écrivait déjà en 2001 que même plusieurs attentats tels que celui contre les *Twin Towers* n'ébranleraient pas la puissance étasunienne. Le problème, dans ce cas, ce serait plutôt les réactions dans l'opinion: on en revient à Gallaz…

Second argument contre la «légitime défense»: on l'a dit, l'on ne combat pas «le terrorisme» avec des opérations du style *Serval* ou *Enduring Freedom*, comme en Afghanistan en 2001. Au contraire, de telles opérations renforcent le «terrorisme» qui en recrute les victimes et en retire une légitimité de «résistants». Et même si les Français et leurs supplétifs tchadiens parviennent à liquider le «sanctuaire» de l'Adrar des Ifogha, qu'est-ce qui empêchera les *jihadistes* d'en recréer un autre ailleurs un peu plus tard? Autre chose: les *jihadistes* sahéliens menacent-ils nos sociétés européennes? Si c'est le cas, leur mobilité, leur capacité d'éparpillement ne changent rien la question. Ou sont-ils plutôt une menace pour les intérêts occidentaux au Sahel et pour les régimes locaux que l'Occident soutient à bout de bras?

[5] *Fond Strateguitcheskoï Koultoury/Courrier international,* 14-20.03.13

Mais, *quid* du comportement de ces groupes à l'égard des populations?

Évidemment, l'on peut avancer que les «terroristes» d'AQMI, du MUJAO ou autres *Ansar ed-Din* se sont comportés de façon parfois extrêmement brutale à l'égard des populations locales. Ce qui semble avéré. Mais cela a aussi été le cas du *Mouvement de libération nationale de l'Azawad* (MLNA), qui s'est discrédité au point que dans un premiers temps, à Gao, les islamistes du MUJAO qui l'en ont délogé, ont été accueillis avec soulagement. Et *Le Monde*[6] nous certifie que l'insécurité généralisée à Gao a alors diminué, «*une large partie de la population se félicitant de voir s'instaurer la loi islamique, offrant une forme de justice sur les décombres de l'État* (sic)… Or, c'est bien au MLNA que M. Juppé faisait allusion lorsqu'il parlait de «*forces laïques avec lesquelles l'on peut discuter*». Et l'on sait qu'à la faveur de l'intervention française, le MLNA se refaufile dans les zones qu'il avait dû évacuer parce que chassé, fin juin, par ses «alliés» islamistes. Au motif de défendre la population touarègue contre les représailles, bien réelles et actuelles, de l'armée malienne et des autres contingents de la MISMA. Déjà, le MNLA contrôle Kidal avec la bénédiction hexagonale. Là, on tourne en rond…

Croyez-vous que François Hollande voulait «sa» guerre après Sarkozy et la Libye?

Quel poids faut-il accorder aux thèses qui se réfèrent à la personnalité ou aux «problèmes d'image» de F.HOLLANDE? On a parlé du «*besoin de F.HOLLANDE d'apparaître comme un 'chef'*» par rapport à «*l'activisme*» de N.SARKOZY[7]. Pourquoi pas? Faut-il avancer l'hypothèse d'un «conflit de dérivation» par rapport à la situation intérieure française? Ce qui semble sûr en tout cas, c'est que c'est raté si l'on regarde les courbes de popularité du président «socialiste».
Personnellement, j'attacherais plus d'importance à la pression «*corporatiste*» de l'armée de terre également évoquée par *Le Monde*, frustrée par son rôle en Afghanistan (subordination aux EU) et en Libye (rôle primordial de l'armée de l'air). Une armée de terre, ajoute le journal, qui craint qu'«*une absence prolongée d'opérations extérieures (OPEX)* [ne] *conduise l'opinion à s'interroger sur l'utilité des dépenses militaires*». Une armée de terre, enfin, qui a souvent une «*vision civilisationnelle*» – c. à d. racialo-orientaliste – qui «*se sent plus serbe que bosniaque* [et] *se méfie de tous les 'printemps arabes'*». Ainsi, au Mali, l'armée «*retrouve une cause*»: on protège la société malienne du «terrorisme islamique»… Hollande a-t-il vraiment dû céder aux pressions de l'armée? *Le Monde*[8] donne à penser que, face à un Hollande dont le Mali était «le baptême du feu», les «faucons du président», dont Jean-Yves Le Drian et le général Benoît Puga, stratège de Sarkozy lors de la guerre en Libye et chef d'état-major particulier du nouveau locataire de l'Élysée, ont eu beau jeu de pousser leurs pions. Ou encore, Hollande s'est-il dit qu'une épopée malienne serait un «prix de consolation» au vu des coupes dans le budget militaire prévues pour les années suivantes?

L'Europe et la France ont-ils des intérêts économiques dans la région?

Et comment! Et pas seulement au sens «classique», avec la présence d'hydrocarbures ou de gisements de métaux précieux. Pour ceux-ci, l'on sait que le Mali est riche en or dont il est le 3e producteur africain, e. a. dans le Sud-ouest, mais aussi dans cet Adrar des Ifogha que les Français et leurs alliés tchadiens ont pris d'assaut. L'on sait aussi qu'il y a des gisements d'hydrocarbures, localisés mais non exploités, dans le nord de l'Azawad (dans la région de Taoudeni, partagée entre avec l'Algérie et la Mauritanie, où un premier forage devait avoir lieu en mars 2010). Le ministre malien des Mines a récemment déclaré que le Mali, dont les réserves seraient sous-exploitées (ou dont l'exploration pourrait bien délibérément être retardée), pourrait devenir exportateur de gaz et de pétrole. L'on sait beaucoup moins qu'il y a aussi de l'uranium, dans l'Adrar des Ifogha, mais aussi dans la région de Falea[9], dans le pays de Kayes. Et dont on a l'impression que la présence est tenue secrète. Enfin, Soumaïne Adoum[10] vient de nous donner une série de précieuses

[6] 5.02.13
[7] *Le Monde,* 5.02.2013
[8] 30.01.13
[9] http://www.mecanopolis.org/?p=26739
[10] http://www.legrandsoir.info/Afrique-8-questions-a-francois-hollande

informations pour ce qui est de l'intérêt du Mali et des pays de la région pour la France. Ainsi e. a. le contrôle des réserves de changes extérieures des 16 pays de la zone CFA permettait l'an dernier à Paris de couvrir 52% (!) de son déficit budgétaire.

Certes, d'aucuns avancent que les compagnies françaises sont peu présentes au Mali proprement dit. C'est possible, encore que certaines d'entre elles y aient recours à des entreprises-paravents étrangères. Peur d'être accusées de néo-colonialisme oblige… De toute façon, le Mali n'est pas seul en cause ici. La question est que la crise qu'il connaît puisse faire tâche d'huile.
C'est pourquoi je pense que Chomsky[11] n'a pas tort d'estimer qu'«*il n'y a pas de guerre contre le terrorisme, mais bien plus sûrement une prise de contrôle irresponsable de ressources énergétiques ou de positions géopolitiques*». Dès 2006, Jeremy Keenan[12] prévoyait «*un processus de recolonisation*» mené par Sarkozy. Ce ne fut pas Sarko. Sera-ce Hollande?

Outre l'importance pour la France de son ex-*Afrique équatoriale française* (AOF), sans laquelle elle serait bien forcée de se rendre compte qu'elle n'est plus qu'une puissance moyenne, il faut aussi se rendre compte, comme le précise Mehdi TAJE[13], de ce qu'aujourd'hui, les enjeux euro-méditerranéens (UE/Maghreb et UE/Machreq) – tant stratégiques, qu'énergétiques, agricoles, environnementaux, migratoires… – trouvent leur *«prolongement naturel»* le long de l'arc sahélien. Et, *behind* en fin de compte, ceux des États-Unis. Aujourd'hui, les pays du Sahel seraient devenus, avec leurs richesses, à la fois un «*hub énergétique de plus en plus convoité*»[14]» et le «ventre mou» de l'ensemble UE-rive sud de la Méditerranée.

Enfin, n'oublions pas ce que j'ai appelé, sur base des observations de Bertrand Badie[15], la «rente démocratique», qui fonctionne au Mali comme dans bien d'autres lieux.

Cette «démocratie malienne», qu'en diriez-vous?

«*L'une des rares démocraties d'Afrique*» (*Télémoustique*, 22.03.13); «*un exemple de démocratie en Afrique francophone*» (*Le Monde*, 23.03.12); «*un modèle de renouveau démocratique en Afrique de l'Ouest*» (*Diplomatie*, n°60, janvier-février 2013); une «*vitrine de la démocratie africaine*» (*Le Monde*, 13-14.01.13)…
Voici quelques exemples des mérites démocratiques octroyés au Mali dans nos médias. Or, si l'on «gratte» un peu, l'on s'aperçoit qu'une revue aussi «bien-pensante» que *Diplomatie*[16] parle de «*l'absence d'une véritable opposition politique*», d'un «*haut niveau de corruption et de népotisme au sein de l'élite politique et de la hiérarchie militaire*». Et ne reparlons pas des conditions de vie de la population... Et l'on constate, soit dit en passant, que, si le général putschiste (1991) Amadou Toumani Touré, dit *ATT*, a «remis le pouvoir aux civils» en 1992 (en l'occurrence à Alpha Oumar Konaré), il s'est fait réélire dès 2002 après s'être «*débrouillé*» pour que celui-ci lui rende le pouvoir «*à la suite de redoutables manœuvres*»[17] et qu'en 2002, l'arrivée en tête au premier tour d'*ATT* a été décidée par… le président sortant KONARÉ[18]! Enfin, en 2007, la réélection d'*ATT* a été vivement controversée…
Bref, comme le dit Mme Aminata Dramane Traoré, nous n'avons affaire là qu'à «*une démocratie de façade*» au service d'un ordre mondial prédateur.

Cela pour dire que le fait que l'on décerne ce genre de médailles à «La-Démocratie» me semble très grave. Que ce soit par nos hommes politiques – bof ! –, on a vu jusqu'où allait leur sincérité démocratique du temps de leur soutien à des Ben Ali, des Kadhafi, des Moubarak, sans parler, cette fois dans la région même, de leur appui à des démocrates chevronnés comme Idriss Deby (Tchad,

---

[11] In *Le Yéti*, 14.01.13
[12] In *Foreign Policy*, 26.09.2006, cité par Jean-Christophe Servant (blog.mondediplo.net/échos-d-Afrique (28.12.2012)
[13] Iin *Diplomatie*, n°47, novembre-décembre 2010 – M.Taje est…
[14] *Al-Watan/Courrier international*, 24-30.01.13
[15] *Points critiques*, n° 332, janvier 2013 – Bertrand Badie, *La diplomatie de connivence. Les dérives oligarchiques du système international*, La Découverte, 2011
[16] n° 60, janvier-février 2013
[17] *Le Nouveau Courrier/Courrier international*, 5-11.04.12)
[18] http://africamix.blog.lemonde.fr./2012/10/01/au-mali-le-discours-de-la-classe-politique-est-pathétique/

2008), Mamadou Tandja (Niger, 2009) et Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)[19] … Mais que cela émane de journalistes est consternant: cela prouve que, de plus en plus, les processus démocratiques se réduisent dans leur esprit aux processus électoraux.

Il ne faudrait guère s'y tromper: au lendemain du putsch du capitaine Sanogo un leader malien estimait que «*si cet exemple fait école, tous les chefs d'État sont en danger*». Il semble en effet évident que c'est ce coup d'État qui, au moins autant que l'offensive touarègue, a semé la panique au sein de présidents de la CEDEAO qui ont aussitôt appelé la France au secours: une situation que déplore le député vert Noël Mamère pour qui «*nous* (les Français) *sommes devenus les obligés de toute une série de régimes peu recommandables*»[20]

Le conflit au Mali est-il un dégât collatéral du conflit en Libye?

Comme l'écrit J. Keenan[21], imputer systématiquement le cauchemar actuel dans l'Azawad au renversement de Kadhafi occulte que celui-ci n'a été qu'un catalyseur de la rébellion et non sa cause sous-jacente. Ce sont l'exploitation croissante, la répression, le déni et la marginalisation des Touareg qui l'ont alimentée. Plus, l'interruption des investissements sur lesquels Kadhafi basait son influence au sud du Sahara a contribué à la déstabilisation économique des pays de la région. Ceci dit, n'oublions pas que Kadhafi a, lui aussi, participé au *land grabbing* au Mali, via son *Libyan African Investment Portfolio*. Je pense néanmoins que Vincent Bisson[22] a raison lorsqu'il voit également dans la crise malienne une conséquence de l'échec d'AQMI en… Mauritanie.

Comment cela?

Bisson nous parle d'une «*déstabilisation mutuelle*» entre le Mali et la Mauritanie. Il rappelle que le «jihad» (enlèvements, attentats, attaques frontales contre des casernes…) mené par AQMI et plus particulièrement par Mokhtar Belmokhtar en Mauritanie dans les années 2007-2009, s'est déroulé alors que le Mali offrait aux groupes *jihadistes* une «*base arrière logistique*»! Et que le président malien, Amadou Toumani Touré dit *ATT* , était plus que compromis dans ce «laxisme» et, plus que probablement, dans le partage des dividendes des divers trafics et des rançons payées aux ravisseurs de ressortissants occidentaux. Entre *ATT* et AQMI, écrit Bisson, «*un non-dit faisait office de* pacte*: AQMI veillait à ne commettre aucun attentat sur le sol malien en échange de quoi le Mali laissait les groupes terroristes opérer dans le Nord* [et] *au-delà des frontières nationales*». Le «jihad» en Mauritanie durera jusqu'à l'été 2008, lorsque le coup d'État du général Mohamed Abdel Aziz[23] mettra Belmokhtar en échec. Selon Bisson, c'est cette défaite et, à partir de juin 2009, le renoncement progressif – et sous pression des Occidentaux[24] – d'*ATT* à son «pacte de non-agression» avec les islamistes, qui va pousser ces derniers à se retourner contre le Mali, à tirer parti de sa crise profonde et à tenter de se «greffer» sur la révolte touarègue.
Faut-il dès lors s'étonner de ce que les dirigeants mauritaniens considèrent aujourd'hui la crise malienne comme un juste retour des choses? Bisson laisse d' ailleurs entendre qu'à Nouakchott, le putsch du capitaine Hamadou HAYA Sanogo (21 mars 2012) a été perçu comme une étape «*nécessaire face à l'incurie de la classe politique malienne*.» Et la Mauritanie s'est refusé à participer à la MISMA.
Toutefois, plus que sur la Mauritanie, il faut davantage se pencher sur le rôle de la France et sur celui de l'Algérie.

---

[19] Comme le rappelle Jean-François Bayart, in *Nicolas au Sahara* (www.cetri.be/spip.php?article2589&lang=en)
[20] *Le Monde*, 3-4.03.13
[21] http://www.countercurrents.org/keenan250113.htm - 30 janvier 2013
[22] *Diplomatie*, n°61, mars-avril 2013
[23] L'actuel président mauritanien, qui renverse le président Abdellahi (jugé, à Alger comme à Paris et Washington, trop «conciliant» avec les islamistes
[24] En octobre 2009, le Mali a reçu pour 4 millions $ de matériel militaire US au titre de la lutte «anti-terroriste»

Oui?

Pour ce qui est de la France, il est des commentateurs qui voient dans le MNLA une «création sarkozyste», bénéficiant de surcroît d'un appui du Burkina-Faso. Et l'on sait que les relations entre l'ex-président français et *ATT*, au «règne» duquel l'entrée en scène du MNLA a porté un coup fatal, étaient devenues exécrables. Quoiqu'il ne faut pas oublier qu'auparavant, là la France a soutenu *ATT* sans faillir.
Plus, dans un article publié par le CETRI[25], Jean-François Bayart s'interroge: le putsch du capitaine Sanogo était-il seulement dû à l'humiliation d'une armée qui, de plus, voyait le pays aller à vau-l'eau, ou tentait-il de court-circuiter une autre tentative de coup d'État, celle du ministre des Affaires étrangères, Boubey Maïga, ourdie «*avec l'appui d'intérêts français*»? Et Bayart conclut que «*l'extrême mollesse*» de la réaction française «*n'est pas faite pour dissiper le soupçon*»… Dans une interview récente[26], un ex-haut fonctionnaire international et ex-ambassadeur du Mali, reconnaît que la fin prévue du mandat d'*ATT* a provoqué «*un véritable désarroi au sommet de l'État*» et des tentations de prolonger encore un règne de dix ans… On a trop peu dit aussi que le *putsch* de Sanogo – quoi que l'on pense du personnage – a bénéficié d'une nette approbation populaire. Mme Aminata Dramane Traoré, dirigeante du *Forum pour un autre Mali*, qualifie même, sans pour autant les excuser, les putschistes d'«*indignés en uniforme*»! Et l'on peut penser que le limogeage effectué par Sanogo de 62 généraux a dérangé bien du monde…

Et quant à l'Algérie?

L'on sait qu'AQMI est un avatar du *Groupe salafiste pour la prédication et le combat* (GSPC), lui-même issu des GIA algériens. Et que – c'est devenu un secret de polichinelle – tant les GIA que le GSPC étaient infiltrés, voire parfois téléguidés, par le *Département du renseignement et de la sécurité*, la DRS, les services de renseignement d'Alger. Cette infiltration a-t-elle disparu avec l'exil du GSPC au Sahel et au Mali et sa métamorphose en AQMI?

Bisson écrit aussi que l'adoubement du GSPC par *Al-Qaïda* en septembre 2006 va «dés-algérianiser» le GSPC, devenu AQMI. Au niveau des objectifs d'abord: *primo*, les intérêts des pays occidentaux – et leurs ressortissants qui s'aventurent ou travaillent dans la région – deviennent les cibles prioritaires. Ce qui permet aussi à ces groupes de se financer et de recruter davantage, e. a. grâce à la manne des rançons: de 50 à 60 millions d'euros depuis 2009, nous dit le *Nouvel Obs*[27]. Mieux, dans un *jihad* réorienté vers l'ensemble du Sahel, puis l'Afrique occidentale, le message moins *algérianiste* permet un recrutement plus diversifié parce que plus audible que le précédent: dénoncer la corruption, indiscutable, des régimes de la région, leurs compromissions avec l'Occident et les inégalités sociales criantes que les uns et l'autre entraînent, permet ainsi aux groupes *jihadistes* d'étoffer leurs effectifs de Sahéliens de tous les pays et notamment de Mauritaniens.
Résultat en ce qui concerne l'Algérie: elle peut «souffler».
C'est la Mauritanie qui va la remplacer, jusqu'à la fin 2009, comme cible première des *jihadistes*.
Il me semble néanmoins légitime de poser une autre question: ce recrutement élargi, e. a. aux Touareg, ne permet-il pas aussi à Alger – via AQMI ou du moins certaines de ses *katiba* – de mieux contrôler ses propres Touareg et de protéger ses frontières méridionales? L'expert britannique George Joffé[28] l'écrit clairement: la DRS algérienne aurait peut-être vu dans le GSPC réfugié au Nord-Mali «*un instrument susceptible de l'aider à atteindre ses objectifs sécuritaires*». Et que «*jusqu'à très récemment,* [AQMI] *n'a jamais représenté un danger pour l'Algérie elle-même*». Algérie qui «*n'a rien fait pour éliminer le groupe* […] *Tout se passe comme si le GSPC-AQMI faisait office de fer de lance de l'influence algérienne sur la frontière méridionale*».
Et Joffé de se demander si ce n'est pas cette stratégie qui vient de «déraper»…

---

[25] *Chronique d'une faillite programmée du Mali*, 24.01.13 (www.cetri.be/spip.php?article2924) – JF Bayart est directeur de recherches au CNRS
[26] Bandiougou Gakou, in *Maliweb/Courrier international*, 31.01-6.02.13
[27] N° 2523, 14.03.13
[28] In *Open Democracy/Courrier international*, 24-30.01.13 – Enseignant au *King's College*, G.Joffé est aussi chercheur au *Centre d'études internationales* de Cambridge

Déraper?

Oui. Avec l'intervention française dans son *hinterland* méridional qu'Alger semble avoir dû accepter alors qu'elle avait très à cœur d'y exercer une influence prédominante. Avec ce point d'orgue qu'a été l'attaque meurtrière du site gazier d'In Amenas, en pleine «Algérie utile» que le pouvoir algérien s'était efforcé de protéger prioritairement tout au long de la guerre civile. Enfin, avec la question de l'appartenance nationale et de la prédominance des Algériens au sein des groupes «internationalistes islamistes» qui n'a cessé de poser problème.

Comment?

En octobre 2011, des dissidents contestent la suprématie des Algériens au sein d'AQMI: c'est la naissance du *Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique occidentale* (MUJAO), composé essentiellement de Mauritaniens, de Nigériens et de Maliens. Et, en avril 2012, le MUJAO enlèvera six diplomates algériens à Gao. Mais ce n'est pas tout: début novembre dernier, le commandant nigérien d'une brigade du MUJAO basée à Gao, Bilal Hicham, fait défection et se rend aux autorités de son pays. Pourquoi? Selon lui parce qu'écœuré par les trafics auxquels se livre son organisation. Mais aussi, déclare-t-il, parce que même au MUJAO, «*le Noir est inférieur à l'Arabe ou au Blanc*»…[29] Question complexité, vous voyez qu'on est servi!

Quoiqu'il en soit, la nébuleuse *jihadiste* sahélienne est – *sui generis* – extrêmement difficile à décrypter. Là, beaucoup relève de conjectures, voire de rumeurs, fondées ou non, qui souvent apparaissent au premier abord comme contradictoires. «*En ce domaine, on se fait balader par tout le monde*», constate Antoine Glaser, directeur de la *Lettre du continent*[30]. Plus, des médias se plaignent de ne quasiment plus disposer d'aucune information fiable sur le Mali depuis le déclenchement de *Serval*.
Il est clair toutefois que cette nébuleuse apparaît comme fort divisée. Même «entre Algériens».

C'est-à-dire?

Suivons la genèse et l'évolution du GSPC/AQMI. En 2005, c'est l'Algérien Mokhtar Belmokhtar, dit «Le Borgne», qui, à la tête d'une *katiba* appelée «les Enturbannés» (*Al-Moulathamoun*), assurait depuis le Nord-Mali la logistique des GIA[31]. Belmokhtar «poussera» un autre Algérien, Abdelmalek Droukdel, à la tête du GSPC qui deviendra AQMI en janvier 2007. Cette même année, c'est encore Belmokhtar qui lance le «jihad contre la Mauritanie». Jean-Pierre Filiu décrit l'intense rivalité qui opposera Belmokhtar à Abdelhamid Abou Zeïd – encore un Algérien! –, Droukdel jouant volontiers l'un contre l'autre…
Quant à Abou Zeïd, il aurait selon J. Keenan[32], été instrumentalisé par la DRS algérienne. Rappelons qu'il était le second du fameux «El-Para», dont la carrière fut pour le moins étrange, constate Servant. Ainsi, Amari Al-Saïfi, dit Abderrazak El-Para, était un ancien officier des forces spéciales algériennes, voire le chef de la garde du tout-puissant général Nezzar, et qui avait «rallié» les GIA en 1992. Ce qui ne l'aurait pas empêché, de 1994 à 1997, de suivre un entraînement dispensé par… les *Bérets verts* américains à Fort Bragg, d'être ensuite ré-inclus et promu dans les rangs de l'armée algérienne (!) avant de redéserter pour le GSPC (!!) et de lui faire une première *pub* en enlevant plusieurs groupes de touristes occidentaux en 2003…
Selon Filiu, ce serait Abou Zeïd qui aurait fait exclure Belmokhtar d'AQMI en décembre 2012, ce dernier regroupant ses hommes dans une *katiba* rebaptisée *Al-Mouakaoun-bi-Dam* (les «Signataires du sang»). C'est en leur nom que se perpétrera en janvier suivant la prise d'otages sur le site d'In Amenas.

---

[29] *El-Watan*, 14.11.2012
[30] Cité par Jean-Christophe Servant (blog.mondediplo.net/échos-d-Afrique (28.12.2012)
[31] Jean-Pierre Filiu, in *Sahara. 2000 ans de géopolitique*, les *Collections de l'Histoire*, n° 58, janvier 2013 – JP Filiu est l'auteur de *La véritable histoire d'Al-Qaïda*, Hachette, 2011. Enseignant à *Science Pô-Paris*, diplomate, il est chercheur associé au CERI
[32] *Al-Qaeda in the Sahel*, aljazeera.com, août 2010

Il y a comme une ironie de l'histoire à voir que Belmokhtar comme Abou Zaïd sont tombés – si la mort du premier est confirmée, ce qui semble chaque jour moins certain – dans les mêmes affrontements récents dans l'Adrar des Ifogha. Enfin, précisons qu'après la mort de Ben Laden, Droukdel aurait refusé son allégeance à son successeur, Ayman Al-Zawahiri, et aurait repris son autonomie.

Ajoutons aussi que les pays «riverains» de l'ensemble Sahara-Sahel ont tous, ou presque, leur propre *agenda* par rapport à ces groupes armés, *agenda* qui s'inscrit dans leurs relations réciproques et n'exclut pas une instrumentalisation de ces groupes à leurs fins propres. La crise malienne actuelle pourrait bien marquer une sorte de trêve dans ces «coups-bas», mais rien n'indique que celle-ci sera plus qu'une «trêve».

Ne tombons-nous pas ici dans le *conspirationnisme*?

Des gens et des revues apparemment très sérieux donnent à penser qu'il ne s'agit pas de fantasmes. Mehdi Taje pose la question: avons-nous affaire à une menace terroriste ou à une stratégie des puissances extérieures au Sahel? Ce qui se passe au Sahel, surenchérit J. Keenan[33], «*c'est la création d'une Al-Qaïda occidentale pour les besoins de l'Occident*». Bien sûr, c'est une image: il n'est évidemment pas question de nier l'existence de groupes se réclamant du *jihadisme*. Mais, ajoute Taje, «*l'insécurité surmédiatisée*» à propos des enlèvements d'Européens et du trafic de drogue «*doit être analysée avec prudence et remise en perspective par rapport aux stratégies des puissances étrangères*». Et c'est, poursuit-il, le «terrorisme» qui «justifie» l'*AFRICOM* américain et les interventions de l'Occident dans le corridor sahélien. Il s'agit donc, dit Taje, de relativiser l'importance d'AQMI et son impact réel. Il s'agit aussi de se rappeler que, pour les réseaux criminels opérant au Sahel, «*se revendiquer d'Al-Qaïda, c'est se donner une dimension et une envergure mondiales permettant de faire monter les enchères lors d'enlèvements ou de toute autre activité criminelle*». Ainsi, la menace salafiste, réelle, est *dixit* Taje, «'*mise à la sauce' de toutes les problématiques locales: trafics en tous genres, recherches de rentes, rivalités politiques (Algérie-Libye*[34], *Algérie-Maroc, Mauritanie-Mali, Mali-Niger, etc.), conflits d'intérêts entre nomades et sédentaires (Arabes et Touaregs, Maures et Noirs, etc.), poids relatif de l'armée et des services de sécurité au sein des différents pays, appétits des grandes multinationales, etc.*» AQMI, *c*onclut Taje, «*semble être l'arbre qui cache la forêt, le terrorisme amplifié voilant les véritables enjeux et menaces*»[35]. Pourquoi? Et là, j'insiste: parce que «*les puissances étrangères ont intérêt à diaboliser la situation sécuritaire du Sahel. La focalisation par les Occidentaux sur le Sahel représenté comme une sorte de 'nouvelle zone tribale à la pakistanaise' d'où pourraient provenir de lourdes menaces, n'est pas neutre ni dépourvue d'arrière-pensées*». On retrouve ici Gallaz.

Il y a quand même une «cause» touarègue?

La question touarègue est née avec les indépendances. Depuis 1960, le Mali a connu cinq guerres touarègues[36], le Niger trois. Il semble que les «élites» sudistes qui ont accédé alors au pouvoir ne se soient guère souciées de réduire les disparités régionales avec le Nord, d'autant plus que le souvenir restait de tensions séculaires entre nomades et sédentaires et de la traite esclavagiste. Et que cette «indifférence» se soit aggravée sous les mandats d'*ATT* (1991-2012). Plus, selon G. Joffé[37], les dirigeants de Bamako auraient déjà «perdu le Nord» dès la fin 2003, avec l'installation – ils y ont même pris femme – de miliciens islamistes du GSPC algérien dans la région de Taoudeni.

Les Touareg, rappelons-le, sont peu nombreux. Ils sont minoritaires – autour de 4% des Maliens – même au Nord. Par contre, ils sont présents sur un territoire immense aux confins des deux ensembles Maghreb/Sahel. Ils ont été les perdants du partage colonial et de ses frontières restées en place et ils se manifestent au Tchad, au Mali, au Niger, voire en Algérie et en Libye, depuis des décennies.

---

[33] Cité par M.Taje, in *Diplomatie*, n°47, novembre-décembre 2010
[34] Taje écrit en 2010, avant la chute de Kadhafi
[35] M.Taje, in *Diplomatie*, n°47, novembre-décembre 2010
[36] 1963, 1990-1992, 1994-1995, 2006 et l'actuelle
[37] George Joffé, in *Open Democracy/Courrier international*, 24-30.01.13

Exclus du pouvoir, ils ont trouvé dans la contrebande transfrontalière de nouvelles ressources économiques; de tradition guerrière, ils ont profité des conflits régionaux (dont la révolution libyenne) pour s'armer.

Leur lutte est-elle légitime?

Comme toute lutte de citoyens – où qu'elle se déroule – menée contre des discriminations, pour l'égalité des droits politiques et des conditions de vie, pour la prise en compte de leur identité ou en vue d'un avenir meilleur.
Mais la question touarègue, rappelle Roy, relève de tensions ethno-nationales, et pas de l'islamisme. Ce problème ne peut être résolu que par une négociation politique visant à un partage plus équitable du pouvoir.
Ou alors, faut-il renouer avec ce type d'objectif que Kadhafi prônait en 1980, à savoir la création d'«États-Unis du Sahara? Est-ce réalisable? Est-ce voulu par tous les Touaregs eux-mêmes? Rappelons que les Touareg ne constituent pas une communauté soudée: les rivalités organisationnelles parmi eux peuvent d'ailleurs recouper des différences tribales. Ainsi, dans l'Adrar des Ifogha précisément, un conflit oppose la tribu des Ifogha et leurs alliés à celle des Imrad. Or, l'on observe que les Ifogha sont nombreux dans *Ansar Ed-Din* (mais aussi dans AQMI) tandis que les Imrad préféreraient le MNLA[38]. Et ces dissensions ont été instrumentalisées tant par le gouvernement malien que par AQMI.

Il faut cependant bien voir que, si les Touaregs sont mal lotis, il en va de même pour la majorité des Maliens. Si l'on examine la situation, l'on voit que la population se trouve partout dans un état de «malnutrition critique», à l'exception des abords du «delta intérieur» du Niger… qui, eux, présentent «seulement»… «de sérieux risques de malnutrition»[39]! Vincent Bisson l'écrit franchement: avant l'offensive touarègue et avant le putsch du capitaine Sanogo, le Mali était déjà «*au bord du gouffre*». En 2005, la dette malienne s'élevait à 1766 milliards de francs CFA: plus de 30 fois celle de 1968![40]

Or, - je parlais tout à l'heure de «pompiers-pyromanes», la France a une responsabilité dans la situation désastreuse de la majorité de la population malienne. Comme le rappelle Bayart, dans les années 1980, Paris a soutenu les *Programmes d'ajustements structurels* (PAS) néo-libéraux de la *Banque mondiale* et du FMI qui ont mis à mal l'enseignement – 75% des Maliens sont aujourd'hui analphabètes! –, les services de santé, l'aide au développement – favorisant d'ailleurs de ce fait les activités idéologico-caritatives des organisations islamiques. Les PAS ont aussi imposé une libéralisation, e. a. de la production électrique, empochée par Bouygues ou de la téléphonie sur laquelle *Orange* a fait main basse. Ou encore de la filière du coton, pour le plus grand bonheur des multinationales françaises Delmas et Bolloré[41], mais qui a entraîné une accélération de l'exode rural et de l'émigration. Plus, cette émigration, Sarkozy l'a bloquée. En voulant imposer à *ATT* un accord de rapatriement des migrants maliens clandestins, il a gravement détérioré l'image du président malien, de même d'ailleurs que par ses incursions militaires effectuées avec les Mauritaniens en territoire malien (2010) sans se soucier beaucoup de l'avis d'*ATT*… Plus, poursuit Bayart, ces opérations unilatérales françaises dans le Nord ont gonflé le flot des réfugiés et, *last but not least*, auraient donné «*des lettres de noblesse anti-impérialistes*» aux *jihadistes*, facilitant leur recrutement. Puis, l'aventure libyenne, outre les suites que l'on sait, a tari les rapatriements financiers des migrants maliens en Libye…

Pourtant, *Ansar-ed-Din* prône l'application de la charia à l'ensemble du Mali, pas seulement aux Touareg?

Oui. Un autre problème que pointe Roy – et qui va bien au-delà du Mali – est la radicalisation religieuse – ou, plutôt, la formulation accrue en termes religieux de leurs aspirations prosaïques – de mouvements qui sont avant tout ethno-nationalistes.

---

[38] *Le Monde,* 17-18.02.13
[39] *Diplomatie,* n°60, janvier-février 2013
[40] http://w ww.avanti4/be/analyses/article/dossier-guerre
[41] http://w ww.avanti4/be/analyses/article/dossier-guerre

Jusqu'il y a peu, les mouvements touareg étaient représentés par des groupes plutôt séculiers – comme l'est le MNLA, à l'origine de la révolte. Mais ils se font doubler, fin juin dernier, par e. a. des mouvements salafistes qui sont aussi touareg, comme *Ansar-ed-Din*.
Notons ce que rappelle Roy: la référence à l'islam permet à certains d'apparaître comme porteurs d'un message universel, au-delà de leur identité tribale, et de trouver des alliés dans les populations africaines. Ce me semble être le cas d'*Ansar-ed-Din* qui est aussi un mouvement authentiquement touareg. D'ailleurs, le simple décompte des effectifs des différents groupes «terroristes» est, me semble-t-il, révélateur: à en croire les relevés de la presse, si AQMI dispose au Mali de quelque 300 combattants et le MUJAO de moins de la moitié, *Ansar ed-Din*, lui, en alignerait entre 3 et 5000[42]. Ce qui repose la question de savoir pourquoi nos médias se focalisent sur AQMI, particulièrement dans la couverture médiatique de l'assaut donné à l'Adrar des Ifogha. Là, dirait-on, c'est AQMI et lui seul que l'on combat. Rien d'autre. Envolées, les autres organisations?
Ce qui repose aussi la question des raisons profondes de *Serval* et, en corolaire, celle des circonstances qui ont conduit à la décision de déclencher *Serval*. L'opération était-elle non voulue au départ comme l'affirment d'aucuns?

Et que diriez-vous à ce propos ?

Je me bornerais à poser des questions, à exprimer une certaine perplexité. Á propos du déclenchement de l'opération *Serval*: c'est, nous répète-t-on, l'offensive des islamistes contre Konna, située sur la «ligne de démarcation»[43], qui a décidé, dans l'urgence, Hollande à la déclencher. … Á Konna, nous dit-on, un «boulevard» s'ouvrait aux islamistes vers Bamako.
Mais ce sont les Français qui ont prétendu à satiété que le jihadistes allaient l'emprunter, ce «boulevard»! Était-ce vraiment leur objectif – assez fou ? Ou bien l'attaque sur Konna était-elle le prélude d'une offensive *jihadiste* contre la base de Sévaré, nœud d'une éventuelle intervention française? Ou était-elle plus simplement une opération de «dissuasion» – ou un roulement d'épaules, un «*test*» écrit *Le Monde* (13-14 janvier) – suite à l'adoption de la résolution 2085 du Conseil de sécurité autorisant une *Mission internationale de soutien au Mali* (MISMA) et au déploiement annoncé de la mission EUTM de l'UE destinée à renforcer l'armée malienne?
D'autre part, *Serval* a-t-elle été une opération non voulue, voire «contrainte et forcée»? Elle a apparemment été longuement préparée. Le Drian lui-même la jugeait «inéluctable» dès 2012. Et Engdahl rappelle que l'Élysée avait pré-positionné au Mali des avions et des parachutistes, et estime qu'il est fort peu probable qu'*Ansar-ed-Din* ait représenté une menace réelle.

Et les États-Unis dans tout cela?

Voici déjà plus de quinze ans que Zbigniew Brzezinski, le fameux géo-stratège étasunien et proche conseiller de Clinton (et d'Obama pendant sa 1ère campagne), estime que, quoique puissance moyenne et destinée à le rester, la France joue un «rôle constructif» au Maghreb et en Afrique francophone où, vu qu'elle a intérêt à la stabilité et au développement dans la région méditerranéenne occidentale, ses préoccupations recoupent celles de l'OTAN. C'est pourquoi, ses «prurits» gaulliens doivent être acceptés avec patience.
Ceci autorise-t-il cependant à voir, comme certains, dont Engdahl[44], dans l'actuelle crise malienne une énième illustration – après la Libye et la Syrie – d'un «grand dessein» étasunien, soigneusement planifié, dont le «vassal» français aurait pris en charge la réalisation sur le terrain? Comme toute «amitié» proclamée en politique, «l'amitié franco-américaine» n'exclut pas les rivalités, les crocs-en-jambe, le coups-bas et les efforts réciproques pour forcer la main ou couper l'herbe sous le pied de «l'ami».

---

[42] À en croire le *Courrier international*, 24-30.01.13
[43] À ce propos, il est amusant de voir que *Le Monde* du 16 janvier affiche en vis-à-vis (!) deux cartes du Mali: à la page 16, Konna est nettement située un peu au nord de la «ligne de démarcation»; à la page 17, elle se trouve immédiatement au Sud
[44] William ENGDAHL, *La main du Pentagone derrière l'opération française au Mali* - http://rt.com/news/mali-intervention-pentagon-conflict-303/

Et, comme pour la Syrie, il serait erroné de percevoir les positions des uns et des autres comme monolithiques: que ce soit à propos de l'aide à apporter à la rébellion syrienne ou à propos de l'attitude à avoir v. à v. de *Serval*, plusieurs «écoles» sont à l'œuvre. Ce qui ne facilite pas l'analyse.

Que dire, alors, de l'attitude américaine à l'égard de l'*opération Serval*?

Grossomodo, deux thèses apparaissent dans la couverture médiatique de la crise malienne en ce qui concerne les objectifs respectifs des EU et de la France. La France y est-elle l'alliée, voire le bouc émissaire, des États-Unis? Ou la France est-elle en l'occurrence la rivale des États-Unis? À mon sens, je pense que ces deux hypothèses sont à replacer dans la vision de Brzezinski que je viens d'évoquer. C. à d. celle d'une alliance fondamentale. Mais qui n'empêche ni les divergences d'agenda, ni les coups bas.

Pour ce qui est des divergences ou coups bas, l'on pourrait rappeler, avec *Wikileaks*, que dès 1998, sous Clinton, les EU envisageaient de remplacer la France sur le continent africain. Ou noter, avec *Le Monde*[45], que les Américains semblent avoir été pris de court face à la rapidité de l'intervention française. Ou, encore, qu'à la fin du mois d'octobre dernier, à Alger, Hillary Clinton, semblait se démarquer clairement de la France en prônant, avec Alger, une solution négociée à la crise. Ici, l'on est loin de la grande stratégie planifiée en commun à Paris et à Washington afin de dominer l'Afrique qu'évoque par exemple un Engdahl. L'on pourrait aussi évoquer les tensions suscitées par la «facture» que les États-Unis ont dans un premier temps présentée aux Français pour leur aide dans l'affaire malienne. Un geste qui s'est vu critiqué aux États-Unis mêmes. L'on pourrait, enfin, rappeler l'annulation d'un dîner prévu en septembre 2012 entre Léon Panetta, le Secrétaire à la Défense US, et Jean-Yves Le Drian. Ou le fait que ce n'est qu'à la fin janvier – deux semaines après le lancement de *Serval* – qu'a eu lieu le premier entretien téléphonique entre Hollande et Obama…

Par contre, pour ce qui est de l'alliance fondamentale, les responsables militaires français eux-mêmes ont reconnu que l'apport en renseignements US a été crucial, de même que l'aide au transport de militaires et de matériel français. Et que cette aide américaine aurait accédé à un niveau jamais atteint.

Que penser de tout cela? Je pense que ces contradictions doivent être jaugées en termes de rapports de forces internes aux États-Unis. Ainsi, observait *Le Monde*, ces tensions franco-américaines se situeraient davantage à la Maison blanche qu'au Pentagone, *Serval* contrastant trop avec la stratégie obamienne «*de frappes furtives de drones et d'opérations commandos*». Rappelons aussi qu'aux États-Unis, la politique du président fait l'objet de reproches quant à son «excès de non-interventionnisme» et que la réorientation par Obama des priorités US vers l'Extrême-Orient n'est pas du goût de tout le monde. Ce qui n'empêche, soit dit en passant, qu'en Syrie, le projet de conférence *Genève II* concocté par Washington et Moscou «marginalise» la France, qui avait fait une priorité du départ de Bachar Al-Assad. Et que Paris a accepté de ne plus menacer de faire cavalier seul au sujet d'une livraison d'armes à la rébellion, préférant, écrit *Le Monde*[46], se placer dans le sillage» américain... On reste ici dans le *Leading from behind*…

Enfin, le Mali pourrait «faire école»: le sous-secrétaire d'État à la Défense US, Jim Townsend lui-même, voit dans l'expérience malienne «*un formidable laboratoire*» dans une perspective de «redivision du «travail» entre Washington et ses *core partners*[47].

Global Research[48] rapporte les propos de hauts-responsables étasuniens tenus en 2007 et en 2008 à propos des objectifs de l'AFRICOM. Pour ceux-ci, la chose est entendue: il s'agit de protéger l'accès aux hydrocarbures et autres ressources stratégiques africaines ainsi que leur libre circulation vers le marché mondial et de s'assurer qu'aucune tierce partie – Chine, Inde, Japon ou Russie – n'obtienne des monopoles ou des «traitements de faveur». J'ose une question: parmi ces «tierces parties», faut-il aussi inclure l'allié français?

---

[45] *Le Monde*, 27-28.01.13

[46] 21.05.2013

[47] *Le Monde*, 19.03.13

[48] http://www.mondialisation.ca/la-guerre-secrete-des-etats-unis-en-afrique/5308437

À quoi sert l'*Africom*?

Global Research[49] rapporte les propos de hauts-responsables étasuniens tenus déjà en 2007 et 2008 à propos des objectifs du commandement américaine pour l'Afrique, l'*Africom*. Pour ceux-ci, la chose est entendue: il s'agit de protéger l'accès aux hydrocarbures et autres ressources stratégiques africaines ainsi que leur libre circulation vers le marché mondial et de s'assurer qu'aucune tierce partie – Chine, Inde, Japon ou Russie – n'obtienne des monopoles ou des «traitements de faveur». J'ose une question: parmi ces «tierces parties», faut-il aussi inclure l'allié français? Pour ceux-ci, la chose est entendue: il s'agit de protéger l'accès aux hydrocarbures et autres ressources stratégiques africaines ainsi que leur libre circulation vers le marché mondial et de s'assurer qu'aucune tierce partie – Chine, Inde, Japon ou Russie – n'obtienne des monopoles ou des «traitements de faveur». J'ose une question: parmi ces «tierces parties», faut-il aussi inclure l'allié français?

Il est question de bases américaines au sud de l'Algérie ou au Niger…

Il y a des expressions qui refleurissent de temps à autre après avoir disparu des mémoires pendant une longue période. Ainsi, fin février, *Le Monde*[50] évoquait les *lily-pads*, les nénuphars – où la poésie va-telle se cacher ! – déployés dans le Sahel par les stratèges étatsuniens. Or, cette stratégie dite des «feuilles de nénuphar» avait déjà été révélée par Donald Rumsfeld, l'ultra-cynique Secrétaire à la Défense de George BUSH *junior*, dans l'*après-11-Septembre*, lorsque Washington, dans ses efforts pour s'implanter en Asie centrale, considérait, outre ses «points d'appui» en Afghanistan, les bases de Karshi-Khanabad en Ouzbékistan et celle de Manas au Kirghizstan comme autant de «nénuphars» qui permettraient aux troupes US de bondir, comme une grenouille, de feuille en feuille – une «*empreinte légère*», précise Léon Panetta – à l'échelle régionale…
Disposant de quelque 5000 hommes en Afrique, surtout déployés à Djibouti, les EU établissent aujourd'hui en Afrique de *lily-pads*, comme à Ouagadougou ou à Nairobi, et montrent un intérêt particulier pour la zone qui s'étend du golfe de Guinée à la Corne de l'Afrique.

Pour conclure,
que diriez-vous de cette couverture médiatique de la crise malienne?

Dans un n° précédent des *Sentiers de la Paix*, j'ai parlé de nos perceptions «orientalistes» au sujet des «printemps arabes». Or, je constate qu'en l'occurrence, elles sont toujours bien vivaces et auraient même tendance à se renforcer. La guerre contre le terrorisme, écrit le journaliste britannique et grand connaisseur du Monde arabe Robert Fisk, est la «nouvelle religion de l'Occident». Voilà sans doute pourquoi, juge-t-il, «*nous n'avons pas su lire le message évident: Al-Qaïda n'a pas réussi à détourner les 'printemps arabe'*». Or, voilà que «*maintenant, nous colportons un mythe selon lequel les partis islamises élus sont des subterfuges d'Al-Qaïda*». Pourquoi, s'interroge Roy, cette guerre se vend-elle aussi bien à l'opinion? À «gauche» comme à droite? Tout simplement parce qu'elle est «lisible» en fonction de nos clichés: Hollande n'est-il pas entré en guerre contre la «menace islamiste»? Ne sommes-nous pas encore une fois dans le «choc des civilisations»? Deux choses semblent l'indiquer: *primo*, la focalisation dont nous avons parlé sur AQMI qui semble «ré-enterrer» les leçons que l'on avait pu tirer des «printemps arabes» au sujet de l'invocation de la «menace islamiste» pour le plus grand profit des «petites affaires» entre pouvoirs dictatoriaux au sud et «élites politiques et économiques au nord de la Méditerranée… Toutes ces réflexions ou ces débuts de réflexion semblent balayés, à droite comme à gauche. *Le Monde*[51] ne reconnaît-il pas, à propos du Mali, un «*relatif consensus*» des médias et des intellectuels français? C'est que la guerre au Mali, dit Fisk, «*conforte le paradigme du choc des civilisations et de la menace islamique, un paradigme brouillé par le 'printemps arabe'*»?

Paul DELMOTTE
Professeur à l'IHECS - 25 mai 2013

[49] http://www.mondialisation.ca/la-guerre-secrete-des-etats-unis-en-afrique/5308437
[50] *Le Monde*, 26.02.13
[51] 05.03.13

Rendre l'avenir du Mali aux Maliens

Bérangère Rouppert

Bien que le Mali ne soit pas un État failli, il a connu plusieurs bouleversements : un coup d'État contre un gouvernement élu, la mise en place de structures de transition controversées, la déroute de ses forces armées et leur division, l'occupation d'une partie de son territoire par des groupes non-étatiques aux ambitions politiques et/ou religieuses et la consécutive disparition dans cette zone de tout relais politique, administratif, économique ou sécuritaire de l'État central. Depuis l'opération française Serval de janvier 2013 qui a forcé les groupes armés islamistes (AQMI, Ansar Eddine, Mujao pour les principaux) à se disperser ou à reculer dans les massifs de l'Adrar des Ifoghas, la question n'est plus exclusivement sécuritaire mais bel et bien politique, économique et humanitaire. Maintenir l'intégrité territoriale du pays, redéployer l'administration au nord, (re)former les forces de défense et de sécurité, relancer l'économie et les services sociaux, organiser des élections, rétablir la stabilité et réconcilier les Maliens entre eux, c'est éviter l'installation durable d'acteurs internationaux, en premier lieu l'ONU, le retour des groupes armés islamistes ainsi que la persistance de revendications indépendantistes. Le tempo est donc désormais celui du relèvement au plus vite de l'État malien…mais il ne faut pas confondre vitesse et précipitation, ni non plus se substituer aux acteurs maliens eux-mêmes.

L'élection présidentielle : un chemin semé d'embûches ?

C'est pourtant l'impression que donne le maintien à tout prix de l'élection présidentielle en juillet 2013. S'il est certain que la transition n'a déjà que trop duré[52], l'organisation d'élections dans un délai de préparation court sous la pression de certains pays, à commencer par la France, laisse sceptique. Même repoussée du 7 au 28 juillet, le premier tour constituera un défi organisationnel : la firme française Safran-Morpho, adjudicataire du marché pour la fabrication des cartes d'électeurs, aura peut-être le temps d'en imprimer les 7 millions d'exemplaires mais qu'en est-il de tous les jeunes qui ont atteint l'âge de voter depuis le dernier recensement en 2010? Les troupes de la MISMA – futurs éléments de la MINUSMA – sont déployés sur l'ensemble du territoire malien, les forces de sécurité maliennes font leur retour progressif dans le nord du pays mais quid du MNLA qui souhaite que lors des élections, la sécurité à Kidal et dans le nord soit assurée par les troupes de l'ONU et non par l'armée malienne ? À deux mois du scrutin, de nouveaux partis se forment encore; la sécurité n'est pas rétablie sur le territoire où des éléments armés isolés mènent des actions contre les différentes forces armées présentes; certaines populations du nord continuent de fuir le pays par peur de représailles ; la participation au scrutin des membres du MNLA, du MIA et d'Ansar Eddine n'est pas actée et les négociations ont à peine commencé ; les modalités de participation au scrutin des réfugiés ne sont pas fixées. Autant de défis qui risquent de peser sur les conditions et l'issue du scrutin.

Au-delà de ces obstacles temporels et techniques, ce qui se dégage de cette dynamique électorale c'est sa couleur internationale et non proprement malienne : en effet, en fixant ce calendrier électoral, c'est la volonté internationale qui s'est imposée et non celle des Maliens. Ne pas mettre en avant leurs priorités c'est en quelque sorte les déposséder de leur transition : si les Maliens sont favorables à la tenue d'élections, ils souhaitent surtout le succès de celles-ci et non une exacerbation de toutes sortes de tensions qui découleraient de leur échec. Mais que pourrait-on qualifier d'échec ? Sans doute une participation égale ou inférieure à celle de la dernière élection présidentielle (35%), synonyme de désintérêt et de manque de confiance dans l'avenir politique du pays ; la défaillance du matériel de vote (par exemple, le mauvais fonctionnement du système biométrique comme au Ghana ou au Kenya); l'impossibilité pour certaines personnes de se rendre

[52] . Rappelons que selon la Constitution malienne, les élections auraient dû se dérouler dans un délai maximum de 40 jours après le début de vacance du pouvoir mais que l'accord-cadre du 6 avril 2012 a prolongé le mandat des députés jusqu'à la fin de la transition

aux urnes par crainte de représailles ou mesures d'intimidation; l'identification de fraudes ; des explosions de violences voire des attentats, révélateurs à la fois du climat d'insécurité du pays et de la défaillance des forces de la MISMA et des forces de sécurité maliennes ; un score élevé de « dinosaures » qui rendrait plus difficile le renouvellement des pratiques de gouvernance.

Ne pas rater le rendez-vous de l'après-présidentielle

Cependant, l'échec ne semble pas être une option : les élections, « c'est un pari que nous devons tenir, que nous sommes obligés de gagner » a martelé le président par intérim Diouncounda Traoré, à Bruxelles au mois de mai. Impossible pour les autorités maliennes de transition, l'échec est inenvisageable pour la Communauté internationale. Encore faudrait-il être à l'écoute des principales revendications des Maliens : outre la satisfaction des besoins de base (sécurité des personnes, des biens, du bétail et des commerces, sécurité alimentaire, structures de soin) qui appelle des réponses immédiates, l'après-présidentielle devra s'atteler aux questions de la représentation et de la modalité de participation des différentes ethnies au fonctionnement du pays et à celle du processus de justice transitionnelle impliquant vérité et réconciliation. Il n'est pas trop tard donc.

Pourquoi, après l'élection présidentielle, ne pas remettre à l'ordre du jour les Assises Nationales, « cadre de concertation » décidé par les autorités de transition maliennes tel que demandé lors du sommet de la Cedeao du 3 mai 2012? Celles-ci pourraient permettre aux partis politiques, aux organisations de la société civile, aux représentants des différentes communautés, non seulement d'exprimer leurs attentes vis-à-vis des nouvelles autorités mais surtout d'exprimer leurs souhaits quant au système politique qu'ils veulent voir mis en place au Mali. Car c'est aux Maliens de le définir et non à la Communauté internationale – même détentrice des cordons de la bourse – d'imposer un modèle ou plutôt d'importer le modèle de la démocratie à l'occidentale : « la nation a commencé en 1960 avec le tracé des frontières, elle n'existait pas avant […] C'est à nous de construire la nation […] c'est à nous de réfléchir à ce que l'on veut, à réfléchir pour allier les différentes coutumes, cultures, langues, savoir ce que nous sommes et où nous voulons parvenir » affirme un membre du Conseil Économique, Social et Culturel du Mali[53]. Dans un second temps, la convocation d'élections pour élire une Assemblée constituante pourrait être envisagée, le temps de rédiger une Constitution réaffirmant certains principes intangibles (intégrité territoriale du Mali, laïcité de l'État, système républicain), organisant le fonctionnement de l'État. Au besoin, en créant de nouveaux échelons administratifs (rétablissement de l'échelon du canton par exemple)[54], de nouvelles instances de représentation et en instaurant d'autres modes de scrutin (prise en compte de la densité de population par exemple). Enfin, des élections législatives pourraient alors être organisées afin d'élire les représentants du peuple malien.

Échanger et partager les vécus encore et encore

En parallèle et avant d'élire les représentants nationaux et locaux, il importe de restaurer le dialogue entre les gens, au sein même d'une communauté, entre communautés, entre gens du nord et du sud car aujourd'hui, « personne n'a confiance en personne »[55]. D'où l'importance de mener un dialogue inclusif de fond, à l'instar des initiatives du Centre pour le Dialogue Humanitaire qui, en rassemblant des Maliens aux profils et milieux différents, d'une même région ou d'un même cercle, leur permet de s'exprimer sur leurs vécus face à la crise, leurs souffrances, leurs perceptions sur les

---

[53] « Quelle nouvelle gouvernance au Mali ? », Colloque organisé par le Centre pour le Dialogue Humnaitaire, Assemblé nationale, Paris, 16 mai 2013.

[54] Ibidem.

[55] Ibidem.

origines de la crise et ses acteurs, leurs rancœurs et leurs attentes. « Rétablir les liens sociaux entre les communautés et les inclure dans un processus sur la gouvernance future au nord Mali », tels sont les objectifs de cette démarche[56]. Peut-être aussi « mettre un point final »[57] aux frustrations et mécontentements qui depuis trop longtemps sont à l'origine des rébellions ou coups d'état que connaît le pays. Établir la vérité historique, les responsabilités et motivations de chacun est une exigence très forte parmi les populations du nord, mais également du sud, et surtout une étape obligatoire pour avancer sur le chemin de la réconciliation nationale. Boubacar Bah, maire de la commune V de Bamako évoque le processus sud-africain sans vouloir le copier[58] : pourtant la voie d'une « amnistie » est peut-être le prix à payer pour que les communautés puissent « tourner la page », vivre dans un sentiment de sécurité partagé et construire ensemble l'avenir politique du pays. Mais elle n'irait pas sans recherche de vérité et exigence d'exhaustivité dans les actes commis et les responsabilités individuelles et collectives pour répondre aux besoins de savoir et de comprendre exprimés par différentes populations réfugiées dans les pays voisins du Mali[59].

Aux Maliens d'imaginer leur futur

Bien entendu, ces discussions s'inscrivent dans le temps long de la recherche d'une réconciliation impliquant de regarder et d'interroger le passé, identifier les responsabilités des uns et des autres mais aussi imaginer l'avenir ensemble, à l'instar du Forum des collectivités locales qui, en novembre 2012, s'est voulu une force de propositions sur les questions de décentralisation et un moyen de « repositionner les pouvoirs locaux comme acteurs de premier plan dans la résolution de la crise »[60]. Car, dans un État où les distances sont longues et la capitale parfois très éloignée des grandes villes du pays, les élus et fonctionnaires de proximité sont de véritables représentants et relais de l'administration centrale et des instruments de mesure du pouls du pays : à travers eux, passent notamment les fonds de l'État ou des bailleurs, les projets et les politiques voulus par le gouvernement central, les besoins des populations ainsi que les évaluations des programmes et projets mis en place. C'est également au niveau du pouvoir local que les rancœurs sont susceptibles de donner lieu à un système reposant sur les alliances, le népotisme et autres pratiques qui ont conduit le Mali à la situation de 2012. D'où l'importance à accorder, d'une part, à la bonne préparation de ces échéances électorales et, d'autre part, au dialogue intra et inter-communautaire.

Bérangère Rouppert,

Chercheure - Researcher
Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité.

[56] Ibidem.
[57] Interview de Boubacar Bah *in* « Le Mali pourra-t-il faire l'économie d'une commission Vérité et Réconciliation? », RFI, 20 mai 2013.
[58] Interview de Boubacar Bah.

[59] Film portant sur les ateliers de discussion organisé par le Centre pour le Dialogue Humanitaire. Projeté lors du Colloque déjà cité.
[60] « Quelle nouvelle gouvernance au Mali ? ». op.cit.

Croyez-moi ou non, ma prise de parole, en tant que femme, dérange ceux-là mêmes qui, à l'intérieur de mon pays comme à l'extérieur, ne jurent que par la promotion et la participation politique des femmes.

Ce n'est d'ailleurs pas tant parce que je suis une femme que parce que les questions macroéconomiques, géopolitiques et stratégiques, que j'aborde, sont exclues du débat politique ou constituent, quand elles sont soulevées, un domaine réservé aux hommes.

C'est donc un crime de lèse majesté que nous commettons, Nathalie M'dela et moi, en traitant de l'excision économique dans *« L'Afrique mutilée .»* Le parallèle entre le corps de la femme et l'Afrique, immensément riche en ressources dont l'économie mondiale a cruellement besoin mais, humiliée et pillée, est saisissant de notre point de vue.

J'invite mes sœurs africaines à ne plus se laisser instrumentaliser au nom d'un modèle de développement extraverti qui enrichit les riches et d'un processus de démocratisation qui n'est que mascarade.

Ce qui est considéré comme notre «non intégration» dans le développement est à bien des égards une chance à l'heure où le modèle économique dominant est en panne et que tout est à réinventer.

Les valeurs non marchandes et non monétaires qui font notre force contribueront, j'en suis persuadée, à reconstruire l'Afrique sur des bases économiques, sociales et environnementales plus saines.

Aminata Dramane Traoré

www.slateafrique.com/taxonomy/term/15651

Avec le soutien de FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES